

« Réseau sur les politiques industrielles, RPI »

RAPPORT D'AUTO-EVALUATION*

Par

KOANDA, Mady

FASEG/CEDRES, 03 BP 7021

Ouagadougou 03

Tél. : 30-73-69 (B) 38-00-04 (D)

et

BOHOUN, Bouabré

Université de Cocody ,

FASEG /GERIDA, BP V 43 Abidjan

Tél. : 44-40-62 ou 44-42-49 (B)

44-55-55 (D)

Octobre 1996

* Ce document est un rapport destiné au Réseau sur les politiques industrielles. Il ne peut faire l'objet d'une circulation qu'à la seule initiative du Réseau.

SOMMAIRE

Liste des abréviations

Résumé

I. Introduction

II. Bilan du Réseau

III. Diagnostic

IV. Stratégie pour améliorer les performances

Annexes

LISTE DES ABREVIATIONS

ACTPRINC	Activite Principale
ADQMINF	Adq Moyenne Inférieure
ADQPERS	Adq Personnel
ANPUBL	Annee De Publication
APDOC	Appreciation Documentation
APPAG	Appreciation Assemblée Générale
APPDIF	Appreciation Diffusion des Travaux
APPEQ	Appreciation Equipement
APPFORM	Appreciation Formation
APPMETH	Appreciation Method
APPORT	Apport
APPRIME	Appreciation Prime
APPSUBV	Appreciation Subvention
APPTHEM	Appreciation Choix Themes
APREDIEM	Appreciation Perdiem
ATTENTE	Attente
CHGNOT	Changements Notables
CHGTHEM	Changement
COMMENT	Comment
CREA	Consortium Rech Ecn Afrique
DATE	Date Entree dans le Réseau
DEFPECO	Definition Politique Economique
DIFF	Diff Avec Reseau
DOMAINE	Domaine
DOMPROPO	Domaine De Recherche
EXISRES	Existence Reseau
EXPLIQ	Explication
FONCT	Nombre De Centre
GESTPUB	Gestion Publication
GRADE	Grade
HONOENG	Honorer Engagement
JUSTIF	Justifier
NATACTVT	Nature Activite
NATRECH	Nature Recherche
NATRECHA	Nature Rech Afrique
NFPHMAT	Choix Hommes Et Matériel
NFPMEH	Choix Methodes
NFPTHEMA	Choix Thematique
NUM	Numero Ordre
OBJRES	Objectifs
PARTEREC	Res Part Rech
PARTFUTU	Participation Res
PARTIRES	Partenaires Res

PARTRES	Participation autres res
PAYS	Pays
PERIODE	Periode
PLRES	Place Structure
PRESTBES	Prestation Besoin
PRESTRES	Prestation Res
PRIAP	Pers Ou Instit Ress
PRIORECH	Domaine Prioritaire Recherche
PROCED	Procedure
PUBL	Publication
QLITE	Qualite
RESPRES	Responsab Reseau
RESSH	Ressource Humaine
SAEXPLIQ	Si Ra Expl
SATIF3	Satisf Autres
SATISF1	Satisf Form
SATISF2	Satis Pvrech
SDEXPLIQ	Si Deux Expl
SENIORS	Seniors
SFEXPLIQ	Si Rf Expl
SNCOND	Sinon Condit°
SNPOURQ	Si Non Pq
SNPQ	Si Non Pq
SNPQUOI	Si Non Pquoi
SOEXPL	Explication
SOPOURQ	Si Oui Pq
SOPQ	Si Oui Pq
SOPQUOI	Si Oui Pquoi
STRUCT	Struct Nat Et Etr
STRUCTR	Structure
SYTPUBL	Nature Publ
UTILD	tilisation Donnees
UTILDEV	Util Eco Dev

RESUME

1. La création du Réseau sur les politiques industrielles et les incitations sectorielles (c'est l'appellation originelle) se situe dans le contexte d'interrogation sur la forme d'appui à apporter aux pays africains (francophones) pour améliorer les capacités en matière d'analyse économique. Le Réseau en effet, à l'instar des initiatives similaires en Afrique (AERC, ACBF..), s'est constitué pour réaliser des objectifs précis. Il s'agit :

- de renforcer les capacités scientifiques en matière d'analyse économique;
- de produire des résultats de recherche pertinents pour éclairer les décisions de politiques économiques.

2. Pour ce faire, le secteur industriel a été choisi comme domaine privilégié des investigations.

3. Le présent rapport est l'une des composantes du processus d'évaluation qui va servir à la préparation de la phase III. Il s'agit d'une « auto-évaluation des chercheurs », c'est à dire, le regard des chercheurs (ou leur point de vue) sur le Réseau dont ils sont évidemment partie prenante.

Pour réaliser ces objectifs, les auto évaluateurs vont:

- sonder à quel point le Réseau satisfait les besoins des diverses catégories de chercheurs;
- recenser les besoins que le Réseau devrait pouvoir combler;
- identifier et analyser les forces et faiblesses du Réseau;
- présenter différentes options stratégiques;

4. Après des visites aux chercheurs dans les différents pays (Benin, Congo, Niger, Togo), les deux évaluateurs ont participé à l'assemblée générale du juin 1996 à Dakar. Cette occasion a été mise à profit pour poursuivre les entretiens avec les chercheurs (Cameroun et Sénégal) et autres responsables d'institutions (Cameroun).

5. Les constats relevés avant les entretiens indiquent comme les rapports précédents le soulignent, le Réseau est utile et ses performances réalisées au moins jusqu'en 1994 (dernière année de prise en compte par le plus récent rapport d'évaluation) sont satisfaisants.

6. Pour les chercheurs, les principaux critères sont les critères de performances scientifiques du Réseau en rapport avec leurs intérêts personnels que résument assez bien les objectifs majeurs du Réseau et que le présent rapport cherche à expliquer.

7. Relativement au nombre d'études supportées et le nombre de chercheurs impliqués le Réseau semble perdre de son pouvoir attractif et demeure sélectif.

8. Mais parallèlement à cela et au regard de l'évolution annuelle du nombre de projets rejetés (il y a de moins en moins de rejets), on peut croire à une nette amélioration des capacités des chercheurs à présenter des projets selon les normes.

10. Le nombre de pays participants aux activités du Réseau a évolué à la baisse:

Si l'on compare ce résultat au nombre de pays potentiels¹ que le Réseau pourrait intéresser, on peut penser qu'il y a des efforts importants à fournir. Bien plus, des efforts devraient être faits pour au moins maintenir le niveau atteint en 1994 (11 pays).

11. Du point de vue de l'encadrement scientifique, la structure d'appui scientifique, le CREFA, qui maintient un contact permanent avec les chercheurs pendant et en dehors des différentes assemblées, joue un rôle fondamental et efficace.

un peu dur
L'encadrement peut ensuite s'apprécier à travers la participation effective des personnes ressources (CS et autres) aux différentes assemblées. C'est à ce niveau qu'il faut noter "l'absentéisme" des membres du CS.

Cette situation est d'autant plus déplorée que les personnes ressources en général, et particulièrement les membres du CS constituent la caution scientifique qui devrait valoriser le Réseau.

12. Deux mécanismes ont été mis en oeuvre jusqu'à présent dans le domaine de la formation : les bourses de formation de courte durée et l'organisation des ateliers méthodologiques qui répondent aux besoins spécifiques des chercheurs.

Cette situation a contribué à renforcer l'image de "Réseau de formation" (par opposition à "Réseau de recherche") qui lui est attribuée.

13. Tous les rapports, notamment celui de 1994, ont marqué la nécessité de la valorisation des travaux comme condition du développement du Réseau.

Après avoir fait les constats, les chercheurs chargés de l'autoévaluation ont utilisé la méthodologie suivante:

14. Sur la base d'un échantillon de chercheurs et de responsables de facultés de sciences économiques et de centres de recherche plusieurs pays participants au réseau ont été visités; la collecte des données a été réalisée par des entretiens individuels à l'aide de guide d'entretien semi directif.. Ce mode de recueil est particulièrement adapté aux questions ouvertes qui sont beaucoup utilisées pour capter des informations plus approfondies, informelles et supplémentaires.

Les résultats obtenus se présentent comme suit:

¹ Liste de pays potentiels participants: Sénégal, Mali, Mauritanie, Niger, Guinée, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Togo, Bénin, Cameroun, Congo, Gabon, Centrafrique, Tchad, Rwanda, Burundi, Zaïre, Sierra Leone, Ghana, Gambie, Guinée Bissau, Cap Vert

15. Au delà de l'intérêt personnel pour la recherche, les chercheurs africains ont une grande conscience du rôle et de l'utilité de la recherche en sciences économiques pour le développement du continent. Les domaines de recherche proposés par ceux-ci en grande majorité ont trait au développement de l'Afrique.

16. Le principal objectif du réseau perçu par les enquêtés est celui du renforcement des capacités. Par ailleurs le réseau jouit d'une bonne notoriété au sein des universités africaines visitées

17. La comparaison avec le CREA s'est avérée utile car c'est une structure « concurrente » qui exerce manifestement une certaine attraction depuis quelque temps sur les membres du Réseau

Parmi ceux qui connaissent le CREA, les différences qu'ils établissent avec le Réseau recouvrent les moyens (au sens large du terme), la valorisation des travaux et enfin la thématique

18. Les prestations offertes par le réseau sont diversement appréciées par les enquêtés, en l'occurrence les chercheurs. Deux prestations sont particulièrement bien appréciées par les chercheurs. Il s'agit de l'appui documentaire et les choix thématiques. Ces deux prestations sont strictement liées aux activités scientifiques du Réseau.

Les prestations les moins bien appréciées sont :- les primes de recherche, les subventions de recherche, les perdiems distribués au cours des assemblées les équipements.

Il s'avère cependant que le thème de l'industrialisation et plus particulièrement les calculs des protections et incitations sectorielles qui ont caractérisé le Réseau dans ces premières années continus d'être la cible privilégiée des critiques.

19. Malgré le constat d'une participation peu assidue des personnes ressources, principalement les membres du Comité scientifique? la qualité de l'appui scientifique et des procédures de validation scientifique recueillent des avis favorables des chercheurs. En effet les pourcentages des chercheurs satisfaits de ces prestations sont relativement élevés:

20. Les AG constituent sans aucun doute les moments forts de la vie du Réseau. Elles concrétisent en effet l'une des importantes attentes des chercheurs à savoir, le besoin de rencontrer d'autres chercheurs et la possibilité et l'occasion d'échanger, de discuter et de se former.

21. A l'évidence la diffusion des travaux a connu un grand retard et les premières tentatives n'ont pas été à la hauteur des attentes des chercheurs. La forme et même le fond des documents de travail ont été jugés sévèrement par les chercheurs.

I - INTRODUCTION

L'importance de la conception de "bonnes" politiques économiques n'est plus à démontrer. Notamment pour les pays africains engagés depuis le début des années 80 dans une succession de programmes d'ajustement structurel (PAS), avec des fortunes diverses. Les bonnes politiques économiques en effet, si elles ne sont pas une condition suffisante, demeurent sans doute "...une condition nécessaire du développement..." R. Lavergne (1995).

De fait, celles-ci sont reconnues comme un enjeu à part entière dans les pays en développement. En effet, les faiblesses de ces pays en matière de capacités d'analyse économique se sont révélées à l'occasion des PAS. La plupart des pays ont dû recourir à l'assistance des institutions internationales pour leur besoin d'analyse et de conception des politiques économiques.

Doit-on continuer à apporter cette forme d'assistance qui marginalise les africains ou au contraire devrait-on les aider à améliorer leurs capacités d'analyse pour qu'ils contribuent plus activement à la conception et à la mise en oeuvre des politiques. Si ce dernier choix est fait, qu'elle est la forme d'appui appropriée.

La création du Réseau sur les politiques industrielles et les incitations sectorielles (c'est l'appellation originelle) se situe dans ce contexte d'interrogation sur la forme d'appui à apporter aux pays africains (francophones) pour améliorer les capacités.

Le Réseau en effet, à l'instar des initiatives similaires en Afrique (AERC, ACBF...), s'est constitué pour réaliser des objectifs précis. Il s'agit:

- 1°) De renforcer les capacités scientifiques en matière d'analyse économique;
- 2°) de produire des résultats de recherche pertinents pour éclairer les décisions de politiques économiques.

Pour ce faire, le secteur industriel a été choisi comme domaine privilégié des investigations.

Depuis le démarrage en septembre 1989 jusqu'à ce jour, le Réseau est à la seconde phase de ses activités. Et c'est désormais une tradition, la fin de chaque phase est ponctuée par un rapport d'évaluation en vue de la préparation de la phase suivante.

C'est ainsi qu'en 1992, un premier rapport avait été produit par deux évaluateurs externes commis à cet effet par le Réseau. La seconde phase (courante) a déjà fait l'objet d'une évaluation externe dite "évaluation rapide à mi-parcours" en 1994.

Le présent rapport est l'une des composantes du processus d'évaluation qui va servir à la préparation de la phase III. Il s'agit d'une « auto-évaluation des chercheurs », c'est à dire, le regard des chercheurs (ou leur point de vue) sur le Réseau dont ils sont évidemment partie prenante.

Les termes de référence de l'auto-évaluation.

Les deux chercheurs évaluateurs ont pour tâche de faire un diagnostic des activités du Réseau du point de vue des chercheurs, d'une part; et d'autre part, de proposer une réflexion stratégique pour améliorer les performances de la phase III.

Pour réaliser ces deux objectifs, les réflexions à mener vont tourner autour des points suivants:

- 1 - Il faut sonder à quel point le Réseau satisfait les besoins des diverses catégories de chercheurs;
- 2 - Recenser les besoins que le Réseau devait pouvoir combler;
- 3 - Identifier et analyser les forces et faiblesses du Réseau;
- 4 - Présenter les différentes options stratégiques;
- 5 - Présenter les réformes envisageables au regard de la place qu'occupe le Réseau dans le système d'appui à la recherche et du renforcement des capacités d'analyse économique.

Les différentes actions réalisées par les évaluateurs dans le déroulement de l'étude.

C'est au début du mois de février 1996 que les deux évaluateurs, BOHOUN Bouabré et KOANDA Mady, se sont retrouvés à Ouagadougou pour élaborer une ébauche d'un plan de travail. Pour ce faire, ils ont bénéficié de l'appui technique de Réal LAVERGNE. Une seconde rencontre a été nécessaire à Abidjan pour finaliser le plan de travail et les guides d'entretien, après discussion et adoption du plan de travail.

Signalons qu'à l'occasion de la réunion portant sur la discussion du plan de travail, l'équipe des évaluateurs a été représentée par KOANDA. C'était au mois de mars 1996 à Dakar.

Après des visites aux chercheurs dans les différents pays (Benin, Congo, Niger, Togo), les deux évaluateurs ont participé à l'assemblée générale du juin 1996 à Dakar. Cette occasion a été mise à profit pour poursuivre les entretiens avec les chercheurs (Cameroun et Sénégal) et autres responsables d'institutions (Cameroun).

Par ailleurs des concertations ont eu lieu avec les évaluateurs externes également présents à Dakar. Elles avaient pour objet de coordonner les activités de l'évaluation. C'est ainsi qu'il a été convenu d'organiser une dernière rencontre à Toronto avant de finaliser les rapports.

La rédaction du présent rapport (interimaire) a nécessité une autre rencontre à Ouagadougou du 20 au 24 juillet 1996.

La Structure du rapport

Le rapport s'articule autour des cinq points suivants :

- Bref rappel du bilan du Réseau;
- Présentation de la méthodologie;
- Diagnostic : résultats et analyses;
- Réflexion stratégique;
- Conclusion.

II - BILAN DU RESEAU

Les deux précédents rapports d'évaluation externe reconnaissent dans leurs conclusions les succès et l'utilité du Réseau:

- "...les nombreux succès des quatre premières années de fonctionnement..." (rapport phase I, 1992);
- "... le Réseau a réalisé d'importants résultats qui (nous) permettent de dire qu'il a globalement atteint ses objectifs..." (rapport phase II, 1994).

Au regard de ces conclusions, on peut soutenir valablement que le Réseau est utile et que ses performances réalisées au moins jusqu'en 1994 (dernière année de prise en compte par le plus récent rapport d'évaluation) sont satisfaisants.

Si l'on devait fonder les opinions sur les mêmes critères d'appréciation, il serait alors tout à fait légitime de s'interroger sur l'utilité d'une nouvelle évaluation. Dans ce cas, seule la prise en compte des années 1995 et 1996 courant pourrait justifier une autre évaluation.

Notre intérêt d'une autre évaluation réside dans l'appréciation que font les chercheurs des activités du Réseau en fonction de critères propres. Ces critères ne sont sans doute pas ceux de l'analyse coût-efficacité au centre des études précédentes. Pour les chercheurs, les principaux critères sont ceux des performances scientifiques du Réseau en rapport avec leurs intérêts personnels que résumant assez bien les objectifs majeurs du Réseau. On pourrait les présenter comme suit:

- Le nombre d'études supportées;

- le nombre de chercheurs impliqués;
- le nombre d'études publiées et diffusées;
- la qualité de l'encadrement scientifique;
- mais également nombre de pays impliqués etc..

Ce sont ces résultats qu'il faut expliquer.

Avant de recueillir et d'analyser les points de vue des chercheurs sur les performances, faisons quelques constats:

Tableau I-1: Quelques statistiques sur l'évolution du Réseau

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	TOTAL
Nombre de pays	8	9	7	5	9	11	10	7	
Nombre Projets dt non acceptés	21 (18)	16 (8)	10 (4)	15 (9)	38 (23)	23 (7)	11 (3)	20 (5)	154 (77)
Nombre de chercheurs dt projet acceptés	46 ()	28 (5)	18 (11)	19 (9)	55 (22)	35 (21)	16 (6)	23 (18)	240 (112)
Participation cs	4	4	6	4	7	5	5	3	
Autre P.R.*	4+3	2+1	5+2	6+4	6+2	5	4+3	4+3	

Sources: BOUSSELMY, N (1995) : Documentation et statistiques sur l'évolution de la recherche RPI Dakar.

* Il s'agit des membres du secrétariat, du CREFA, et des personnes invitées

1 - L'implication des chercheurs sur la période 1989/1996.

Durant toute la période d'activité du Réseau, on note que le nombre total des chercheurs (voir tableau ci-dessus) qui ont soumis des projets de recherche soit individuellement, soit en équipe est de 240. Seulement 112 parmi eux ont vu leurs projets acceptés. Ce qui représente moins de la moitié des chercheurs qui ont sollicité le Réseau.

Par ailleurs le nombre de chercheurs présents aux différentes assemblées générales est très variable d'une année à l'autre. Les plus grandes participations ont été celle de 1989 où il y a eu 46 chercheurs et 1993 avec 55 chercheurs. Depuis cette dernière date, le nombre décroît sensiblement. La dernière rencontre (juin 1996) a enregistré 20 chercheurs qui ont présenté effectivement des projets.

Le Réseau perdrait-il son pouvoir attractif sur les chercheurs? En tout cas ce pouvoir semble t-il, est de moins en moins fort. C'est ce que laisse supposer ce premier constat.

2 - Le nombre de projets.

A la date de l'assemblée de juin 1996, un total cummulé de 154 projets ont été soumis au Réseau. La moitié (77 projets) a été acceptée.

On peut tirer de ce constat que le Réseau demeure sélectif.

Mais parallèlement à cela et au regard de l'évolution annuel du nombre de projets rejetés (il y a de moins en moins de rejets), on peut croire à une nette amélioration des capacités des chercheurs à présenter des projets selon les normes.

Le dernier rapport d'évaluation externe n'a d'ailleurs pas manqué de souligner avec satisfaction cette évolution : "... il s'est constitué un noyau de chercheurs africains qui s'est enrichie de nouvelles capacités de recherche..." Diagne et Ndiaye (1994).

3 - Le nombre de pays impliqués.

Le nombre de pays participants aux activités du Réseau a varié, et malheureusement à la baisse:

De 8 pays participants au démarrage des activités en 1989, l'on est arrivé à un maximum de 11 pays en 1994. La dernière assemblée générale (juin 1996) a enregistré la participation effective de 7 pays, dont le Gabon qui était à sa première participation.

Si l'on compare ce résultat au nombre de pays potentiels² que le Réseau pourrait intéresser, on peut penser qu'il y a des efforts importants à fournir. Bien plus, des efforts devraient être faits pour au moins maintenir le niveau atteint en 1994 (11 pays).

4 - L'encadrement scientifique : le Comité Scientifique (CS) et autres personnes ressources (PR).

L'encadrement scientifique des chercheurs peut s'apprécier à travers plusieurs critères.

D'abord par le nombre de projets suivis (commentaires fournis aux chercheurs, orientation méthodologique, appui ou indications documentaires, etc..). De ce point de vue, la structure d'appui scientifique, le CREFA, qui maintient un contact permanent avec les chercheurs pendant et en dehors des différentes assemblées, joue un rôle fondamentale et efficace. Le Réseau est assez bien outillé à ce niveau et les précédents rapports d'évaluation l'ont noté fort justement.

Dans les efforts de recherche de la formule adéquate pour l'encadrement et la prospection des chercheurs, il avait été institué un poste de Conseiller en recherche qui secondait le

² Liste de pays potentiels participants: Sénégal, Mali, Mauritanie, Niger, Guinée, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Togo, Bénin, Cameroun, Congo, Gabon, Centrafrique, Tchad, Rwanda, Burundi, Zaïre, Sierra Leone, Ghana, Gambie, Guinée Bissau, Cap Vert

coordonnateur. Ce poste a été supprimé, cette décision suivant ainsi les recommandations de l'évaluation à mi-parcours de 1994.

De plus, il a été fait une ouverture plus grande de la thématique pour élargir le champ de connaissance des chercheurs mais aussi pour intéresser de nouveaux postulants.

L'encadrement peut ensuite s'apprécier à travers la participation effective des personnes ressources (CS et autres) aux différentes assemblées. C'est à ce niveau qu'il faut noter "l'absentéisme" des membres du CS dont les précédents rapports ont fait mention.

En ce qui concerne le CS qui est constitué de 7 membres depuis le début de la phase II, c'est seulement en décembre 1993, donc au démarrage de la phase, qu'on a enregistré la participation de tous. L'assemblée générale de juin 1996 a enregistré 3 présences sur 7, soit plus de la moitié des membres du CS étaient absents.

Cette situation est d'autant plus déplorée que les personnes ressources en général, et particulièrement les membres du CS constituent la caution scientifique qui devrait valoriser le Réseau.

5 - la formation.

Deux mécanismes ont été mis en oeuvre jusqu'à présent : les bourses de formation de courte durée et l'organisation des ateliers méthodologiques.

5.1 Les bourses.

A ce jour, 9 chercheurs ont déjà bénéficié des bourses de formation de courte durée et 3 bourses sont prévues pour cette année. Ce qui correspond à un total de 12 chercheurs qui en ont bénéficié. Ce n'est pas négligeable dans un contexte africain où les possibilités de formation sont plutôt rares. Cet effort est d'ailleurs reconnu par les évaluateurs.

5.2 Les ateliers méthodologiques.

Le Réseau a régulièrement organisé des ateliers méthodologiques qui répondent aux besoins spécifiques des chercheurs.

Signalons qu'au cours de la phase I, mais également au début de la phase II (1994), les ateliers se sont organisés en dehors de assemblées générales annuelles et ont impliqué régulièrement le plus grand nombre de chercheurs. Au total 6 ateliers de cette nature ont été organisés. A ceux là il faut ajouter les 3 ateliers dits "ECOLE et CLINIQUE PARADI" qui ont impliqué des chercheurs du Réseau à partir de 1993. Notons que la participation des chercheurs du Réseau aux ateliers PARADI est la conséquence directe de l'ouverture thématique et méthodologique évoquée ci-dessus.

En 1995 et 1996, les ateliers méthodologiques ont été organisés immédiatement après les assemblées générales sur des périodes plus courtes (1 jour).

unfais
à ya
suffisant
de P.R.

6 - Publication et diffusion des travaux

C'est en décembre 1995 que le Réseau a publié le premier numéro de la série "Document de travail", c'est à dire après 5 années de fonctionnement effectif. Cette situation a contribué à renforcer l'image de "Réseau de formation" (par opposition à "Réseau de recherche") qui lui est attribuée. Tous les rapports, notamment celui de 1994, ont marqué la nécessité de la valorisation des travaux comme condition du développement du Réseau. Il faut insister sur ce point pour noter qu'il n'existe pas explicitement de mécanismes d'incitation à publier les travaux du Réseau hors de ses propres circuits.

III. DIAGNOSTIC

Le diagnostic vise à recueillir les points de vue des chercheurs sur l'ensemble des constats ci-dessus et sur bien d'autres questions.

Pour ce faire la méthodologie qui suit a servi de support d'analyse

1- Méthodologie

L'auto-évaluation faut-il le rappeler est un exercice susceptible d'aider à améliorer la connaissance et le fonctionnement d'une institution quelconque. A ce titre, pour que l'auto-évaluation soit crédible et utilisable par conséquent à des fins de décision, il y a lieu de définir aussi précisément que possible les méthodes employées pour aboutir aux conclusions qui en découlent.

Avant de discuter du contenu même de la méthodologie utilisée (collecte, traitement et analyse des données, échantillonnage) il conviendrait de bien situer la nature et l'importance d'une auto-évaluation par rapport à d'autres formes d'évaluation d'une part et d'autre part par rapport à la place et à la nature de la structure concernée.

1.1 La démarche d'auto-évaluation.

La principale caractéristique d'une auto-évaluation repose sur le fait qu'elle a pour objectif de mieux faire connaître l'institution ou organisation de celui qui entreprend la démarche et surtout de l'aider à tracer les stratégies pour améliorer le fonctionnement. Elle est conduite par les premiers concernés, ceux qui vivent au jour le jour les réalités de l'institution. L'auto-évaluation se démarque donc des évaluations globales et externes. En général, dans le processus d'une auto-évaluation, il est demandé le concours direct de chacune des grandes composantes de l'institution. Chaque composante étant censée se préoccuper des aspects qu'elle maîtrise le mieux.

Les évaluations externes sont généralement globales. Elles touchent tous les aspects en même temps et sont réalisées par des personnes qui n'appartiennent pas à la structure ou qui n'y ont pas d'intérêts particuliers.

On attend donc d'une auto-évaluation une réflexion critique sur la vie de l'institution et des propositions pour en améliorer les performances. Le réseau de politique industrielle a entamé cet exercice et, comme nous l'avons déjà indiqué, le présent rapport n'est qu'une pièce du puzzle et constitue par conséquent une vision particulière, propre à une des parties prenantes. Il s'agit en l'occurrence de celle de la communauté des chercheurs.

1.2 Parties prenantes au processus d'auto-évaluation

Le succès ou l'échec d'une organisation dépend de la façon dont elle satisfait les besoins de ses parties prenantes. Celles-ci sont multiples.

Dans le cas du Réseau on peut distinguer les parties prenantes suivantes:

- **Le Conseil d'Administration:** Celui-ci est constitué des bailleurs de fonds. De ce fait ces bailleurs de fonds sont intéressés prioritairement à l'efficacité de l'utilisation des ressources. Ils peuvent en effet avoir des allocations alternatives si les performances de ce point de vue ne sont pas satisfaisantes étant donné les objectifs fixés.

- **Les administrations utilisatrices des résultats des recherches.** Il s'agit des responsables de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, des services gouvernementaux concepteurs des politiques économiques, mais aussi des entreprises privées et autres ONG. Toutes ces structures ont un avis important qu'il est utile de prendre en compte dans la définition des programmes de recherche. Ceci pour s'assurer que les produits correspondent aux besoins de ces décideurs.

- **Les autres instances dirigeantes du Réseau:** Il s'agit du Comité Scientifique et du Secrétariat qui ont la responsabilité scientifique aussi bien que celle de la gestion administrative du Réseau.

- **Les chercheurs eux mêmes:** Les membres du Réseau sont bien entendu les premiers intéressés à l'exercice d'auto-évaluation dans le cadre de la composante chercheurs du Réseau. Cependant, il nous a paru nécessaire de recueillir l'avis des chercheurs en économie non encore membres du Réseau. Ils sont dits « chercheurs potentiels ».

1.3 La collecte des données.

1.3.1 Le questionnaire

Un 'guide d'entretien' individuel (en annexe) a été préféré à un questionnaire auto administré; l'avantage étant d'établir une relation directe avec les enquêtés et s'assurer de la bonne compréhension des questions posées. On attend donc un taux de réponses relativement élevé. Ce mode de recueil est particulièrement adapté aux questions ouvertes qui sont beaucoup utilisées pour capter des informations plus approfondies, informelles et supplémentaires.

Ce guide d'entretien a été adapté à chacune des catégories suivantes objet de l'enquête:

-
- Les chercheurs membres ou ayant été membres du Réseau;
 - les chercheurs potentiels: Toute personne engagée dans la recherche en économie et non encore membre du Réseau;
 - les Doyens et responsables de centres de recherche.

Le contenu du questionnaire regroupe outre les informations générales sur les enquêtés, un premier volet relatif à la perception de la recherche en sciences économiques et de gestion en Afrique; le second porte sur la perception de l'organisation et de la gestion de la recherche en Afrique et enfin le troisième volet concerne la perception qu'ont les chercheurs (membres ou potentiels) du réseau.

1.3.2 Autres sources de données

Il s'agit des documents divers produits par le Réseau ou à son initiative: Ce sont les différents rapports du secrétariat; et les deux rapports d'évaluation..

1.3.3 Etude de cas pour une quinzaine de chercheurs

L'information à recueillir est beaucoup plus riche afin d'analyser la trajectoire de chacun de ces chercheurs au sein du Réseau. On consultera les dossiers tenus par le Secrétariat et une discussion plus approfondie avec ces derniers en marge de l'enquête globale.

1. 4 Le traitement des données

- * Analyse statistique simple (univariée et multivariée) avec le logiciel SPSS
- * Analyse qualitative

2 - Equipe de l'auto-évaluation

KOANDA Mady : représentant actuel des chercheurs, Membre du Réseau depuis 1989

BOHOUN Bouabré: ancien représentant des chercheurs, membre du Réseau depuis 1989

III- RESULTATS

Dans cette section il s'agira de présenter l'analyse de l'exploitation des données recueillies lors des entretiens. Cette analyse devrait permettre de décrire précisément *qui est le chercheur au sein du Réseau* tant le chercheur reste la matière première dans une telle structure. Ensuite il sera discuté l'*appréciation que font les chercheurs du réseau*; en d'autres termes *dans quelle mesure le réseau satisfait leurs besoins*. Enfin sur la base des entretiens approfondis avec quelques chercheurs, *quelques itinéraires suivis par ceux là* pourront être relatés.

3.1 Qui est chercheur au sein du Réseau

Trois catégories de chercheurs peuvent être établies sur la base de leur activité principale:

En premier lieu il y a les enseignants chercheurs dont l'activité principale est la recherche et l'enseignement dans des institutions d'enseignement supérieur. On dénombre dans l'échantillon sous étude 30 chercheurs de ce type soit 52,6% des personnes rencontrées au cours de l'enquête. Ils représentent 87% des personnes interviewées qui ont été ou sont actuellement membres du réseau.

Pour cette catégorie de chercheurs au sein du réseau leur promotion professionnelle est liée à la qualité et à la quantité de la recherche menée. La carrière universitaire pour la quasi totalité de ces chercheurs est gérée par le CAMES³. Dans le tableau n°III-1 qui récapitule les catégories de chercheurs et leur grade on note que seulement 3 chercheurs du point de vue du grade universitaire sont des Maîtres de conférence agrégé. Les Maîtres assistants au nombre de 7 représentent 27% des chercheurs du réseau et les 16 assistants sont les plus nombreux soit 58% de cette catégorie de chercheurs. Aucun Professeur titulaire n'est membre du Réseau. On peut donc affirmer que des motivations sérieuses de promotion professionnelle et scientifique animent les chercheurs évoluant dans le réseau.

Tableau n°III-1 Répartition des chercheurs membres du réseau selon l'activité principale et grades

	Assistant	Maître Assistant	Maître de Conférence	Autres	Total
Enseignants chercheurs	15	7	4		26
Administration		1		3	4
Total	15	8	4	3	30

³ Le Conseil Africain et Malgache de l'Enseignement Supérieur régit la carrière scientifique des enseignants de nombreux pays africains francophones à l'exclusion du Niger, du Mali, du Togo et du Cameroun qui n'en sont pas membres. Cependant les enseignants originaire de ces universités peuvent soumettre leurs dossiers de candidature pour le passage de grade d'Assistant à Maître Assistant puis à Maître de Conférence et Professeur titulaire; ils peuvent également participer aux concours d'agregation pour passer Maître de Conférence Agrégé. Les travaux des candidats sont soumis à différents comités spécialisés et on peut dire que le CAMES est un juge important au plan académique et scientifique de la qualité de la recherche menée dans les universités concernées. Dans les autres cas il s'agit de promotion interne ou nationale également basée sur l'évaluation des travaux scientifiques des enseignants.

Lorsqu'on considère la communauté des chercheurs africains enseignant dans les universités (membres du réseau et membres potentiels) contactés lors de l'enquête, 20 sont des assistants, 14 des maîtres assistants et 4 des maîtres de conférence.

La quasi totalité de ces chercheurs ont besoin de conduire des recherches et publier les résultats afin de se stabiliser dans leur poste d'enseignement et plus généralement avoir de la promotion professionnelle⁴.

Du tableau n°III-2 il ressort que près de 30% des enseignants chercheurs n'ont pas encore une seule publication tandis que 67% déclarent avoir déjà publié. Parmi ceux qui ont déjà fait des publications, on note seulement que 9 personnes l'ont faite dans des revues internationales, 6 chercheurs ayant déclaré avoir placé 2 articles dans ce type de revues, 1 ou 3 articles pour les autres personnes. 5 chercheurs ont publié dans les revues régionales et 10 dans les revues nationales avec en moyenne 1 article par chercheur.

En réalité, les publications dans des revues économiques à caractère scientifique (normes/standards internationaux) sont beaucoup plus faibles. Très peu de chercheurs au sein du Réseau et même au sein de la communauté universitaire sont réputés chercheurs chevronnés. A l'évidence, le Réseau regroupe et regroupera encore pendant une bonne période des chercheurs junior à la recherche de premières publications.

La plupart des enseignants chercheurs de l'échantillon membres du réseau le sont depuis la première phase (1989 -1993) soit 82% et seulement 18% au cours de la présente phase (depuis 1993-96). Ce constat laisse supposer une fidélisation des chercheurs mais pose un autre problème de recrutement de nouveaux membres.

Le Réseau n'est pas l'unique alternative comme structure de recherche pour les enseignants chercheurs (toujours actifs ou non). En effet, 15 soit 50% déclarent avoir appartenu ou participent à d'autres réseaux de recherche. Il s'agit pour la plupart du temps du CREA et ce généralement depuis 1994-95 ou du Réseau AUPEL/UREF. C'est la même proportion lorsqu'on considère l'ensemble des membres du réseau et les chercheurs potentiels.

La seconde catégorie de chercheurs au sein du réseau est constituée du personnel de l'Administration publique, généralement des fonctionnaires ayant des responsabilités assez étendues, certains ayant même des potentialités d'influence sur les politiques économiques en raison de leur poste de conseiller.

Ces chercheurs au nombre de 4 ont divers niveaux universitaires et leur intérêt dans la recherche n'est pas directement lié à leur promotion professionnelle. Ils proposent et conduisent des projets de recherche au sein du réseau afin d'améliorer leurs prestations

⁴Il est important de signaler que dans certaines universités l'inscription sur la liste d'aptitude du CAMES aux fonctions de Maître assistant est une condition nécessaire pour être enseignant titulaire à l'Université. La tendance actuelle est l'adoption d'une telle mesure dans nombre d'universités. Ce qui constitue une pression sur les enseignants chercheurs pour publier.

professionnelles. Cependant, les mises en place des politiques économiques notamment les PAS incitent bon nombre de fonctionnaires à se mettre au même niveau que les experts étrangers afin de participer efficacement aux négociations.

Ces postes de conseiller sont également occupés par des enseignants chercheurs qui continuent leurs activités d'enseignement et de recherche .

Ces fonctionnaires chercheurs publient également et la quasi totalité de ceux qui ont été contactés signalent des travaux de recherche effectués.

Le réseau apparaît par contre le seul lieu où cette catégorie de chercheurs mène leur activité de recherche, un seul signalant sa participation à d'autres réseaux.

Enfin, le Réseau compte des étudiants qui sont apparus en plus grand nombre au cours de la deuxième phase. Ce sont pour l'essentiel des originaires du Cameroun où l'initiative de les associer pleinement aux activités du réseau a connu un réel succès. Des thèses ont pu être soutenues dans cette perspective.

L'enquête n'a malheureusement pas sondé parmi les chercheurs potentiels ces étudiants dans les différentes universités visitées. Ceux qui ont été interviewés dans le cadre de cette enquête venaient de soutenir leur thèse et ne peuvent plus être considérés comme des étudiants en tant que tels. C'est ce qui explique l'absence d'étudiants dans l'échantillon.

Il reste que la participation des étudiants aux activités du Réseau mérite une plus grande attention. En effet, au regard de l'adoption du principe de projets de recherche exécutables en un an et les échéanciers de 6 mois, il ne sera pas toujours aisé pour un étudiant de s'insérer dans le cycle semestriel. Par ailleurs, il conviendrait d'encourager cette participation car au contraire des universités anglo-saxonnes où les étudiants sont incités à publier au cours de la période du Phd, leurs homologues des universités africaines ne sont pas encouragés à publier. Enfin, il y a des risques de conflit au niveau de la supervision lorsque c'est la thèse ou une partie de celle-ci qui est soumise à approbation au réseau.

Au delà de l'intérêt personnel pour la recherche, les chercheurs africains en sciences économiques ont une grande conscience du rôle et de l'utilité de cette recherche pour le développement du continent. La plupart d'entre eux soit 28 personnes expliquent cette utilité par le fait que la recherche en sciences économique est un instrument d'aide à la décision et les 19 autres soulignent qu'elle permet une meilleure connaissance des réalités économiques africaines⁵. Dès lors il n'est pas étonnant qu'ils proposent à plus de 87% de mener des recherches de type appliqué et fondamentale contre des recherches purement appliquées (13%). Aucun ne propose de recherche purement fondamentale. Ils expliquent dans leur grande majorité que les deux types doivent être combinés car complémentaires. La recherche actuellement menée en Afrique est perçue par les enquêtés comme étant essentiellement de type appliqué par plus de 60%. Elle serait de type fondamental pour 25% et les deux pour le reste.

⁵Ce regroupement des réponses cachent une diversité d'argumentation sur l'utilité de la recherche en sciences économiques pour le développement du continent africain. Nous citons quelques exemples:

Les domaines de recherche prioritaire indiqués par les chercheurs sont pour la majorité (27%) la macroéconomie suivie de l'analyse sectorielle pour 16% et 4% proposent l'économie institutionnelle. Le reste recommande l'économie institutionnelle et la macro d'une part et d'autre part l'économie institutionnelle et l'analyse sectorielle. Ces larges regroupements renferment une diversité de thèmes de recherche allant de la pauvreté à la modélisation macroéconomique en passant par la socio-démographie.

Il est intéressant de noter que pour les enseignants chercheurs le domaine de recherche prioritaire devrait être l'analyse sectorielle et la macroéconomie.

La principale justification à ces choix est l'importance que ces domaines de recherche ont pour le développement de l'Afrique pour plus de 83% des chercheurs et pour les autres il s'agit d'une vision prospective.

Dans chaque pays il existe un minimum de structure d'appui à la recherche en sciences économiques, qu'elle soit nationale ou étrangère. Les chercheurs membres actuels du réseau qui ont pu citer les $\frac{3}{4}$ de ces structures sont considérés comme ayant une très bonne connaissance et ils représentent 44% ; 12% en ont seulement une bonne connaissance. Les autres 44% en ont une mauvaise connaissance (citation de moins du $\frac{1}{4}$).

Si l'on s'en tient à l'échantillon sous étude, le chercheur au sein du réseau peut se décrire plutôt comme un enseignant chercheur ayant de bonnes raisons de s'impliquer dans une recherche à long terme, étant à la limite de la distinction chercheur junior chercheur senior. C'est également un chercheur fidèle au réseau mais de plus en plus attiré par d'autres opportunités. Il s'investit dans des domaines de recherche fortement liés à la solution des problèmes de développement économique de l'Afrique.

La prochaine section sera consacrée à l'appréciation par les chercheurs des diverses prestations du réseau.

3.2 Perception du Réseau par les chercheurs

La perception des chercheurs du fonctionnement du réseau, du degré de satisfaction de leurs attentes en y adhérant sera analysée dans un premier temps en termes de notoriété du Réseau. Dans un second temps ce sera en termes de performance du réseau vue sous l'angle de la satisfaction de leurs besoins.

Le réseau est-il connu par la communauté des chercheurs en sciences économiques en Afrique francophone ? Les chercheurs déjà membres ont-ils une bonne connaissance des objectifs poursuivis par le réseau ?

Sur la base des entretiens non directifs avec les membres du réseau, il apparaît que pour plus des $\frac{3}{4}$ l'objectif du réseau est le renforcement des capacités de recherche en Afrique. Seulement 7% estiment que c'est l'exécution de projet de recherche et les autres signalent que ce serait les deux en même temps.

L'objectif de renforcement des capacités est retenu par la quasitotalité (13 sur 15) des autres membres de la communauté scientifique (chercheurs potentiels et responsables d'institution).

--
Le regroupement des réponses en ces trois catégories cache là également une diversité d'appréciation qu'il convient d'examiner plus minutieusement. L'importance de la connaissance des objectifs d'une structure à laquelle on adhère réside dans le fait que les individus s'y réfèrent pour juger du niveau de satisfaction de leurs attentes. Or si l'on examine en détail les réponses⁶ deux séries d'observations peuvent être faites: premièrement très peu d'interviewés font référence aux écrits formels⁷ du réseau et deuxièmement il y a sans doute une ignorance réelle de ces objectifs officiels. Les développements souvent longs faits par les répondants laissent entrevoir leur propre objectif qu'ils voudraient assigner au réseau.

Quant à la notoriété propre du réseau à savoir le degré de connaissance qu'ont les gens de son existence, on note que la plupart des enseignants chercheurs et des responsables (facultés et centres de recherche) dans les universités connaissent l'existence du réseau avant les entretiens. Cependant dans nombre de cas, les chercheurs ne sont pas informés de l'évolution thématique qui a eu lieu et ignorent souvent les conditions d'adhésion. C'est ainsi également que les prestations du réseau sont largement méconnues par ces personnes. On trouvera en annexe les taux de réponses à ces questions

Comment les chercheurs jugent-ils le réseau? Les critères utilisés lors des entretiens mettent l'accent sur la comparaison, la thématique, l'encadrement scientifique, la logistique, la diffusion des travaux, l'impact des travaux menés et la satisfaction des attentes des chercheurs.

La comparaison avec le CREA s'est avérée utile car c'est une structure 'concurrente' qui exerce manifestement une certaine attraction depuis quelque temps sur les membres du réseau. cf plus haut.

Parmi ceux qui connaissent le CREA, les différences qu'ils établissent avec le réseau sont consignés dans le tableau n°III-3.

Tableau n°III-3 Elements distinctifs entre le CREA et le Réseau

	Fréquences
Moyens plus importants	15
Valorisation des travaux	13
Thématique plus large	12

On constate que ce sont les moyens au sens large du terme qui sont les plus cités. Les chercheurs évoquent des moyens financiers beaucoup plus importants au niveau du CREA. Ce qui permettrait selon eux de donner des incitations plus élevées aux chercheurs ainsi que des subventions plus substantielles.

Est assimilée aux moyens toute la logistique déployée lors des organisations des réunions annuelles (hébergement, perdiems, conditions de voyage etc...)

⁶ extrait de quelques réponses

⁷ Les documents suivants contiennent explicitement les objectifs poursuivis par le réseau:

En second lieu la valorisation des travaux , 13 fois citée. Il s'agit de la publication des résultats de recherche menée au sein du CREA. Ce fait retient particulièrement l'attention des chercheurs et nous y reviendrons.

Enfin la thématique au CREA serait beaucoup plus large que celle en cours au réseau. Dans la grande diversité des réponses on peut également noter des références à la quantité et qualité des personnes ressources, la gestion administrative et le niveau scientifique qui constitueraient d'autres différences à l'avantage du CREA.

Sans chercher à récuser certaines de ces réponses, il y a lieu néanmoins de relativiser tout ceci car il s'agit pour certains des informations de 'seconde main'. Les chercheurs surtout ceux qui n'évoluent pas dans les deux structures ne réalisent pas pleinement les réalités dans les deux réseaux et mettent naturellement l'accent sur ce qui ne leur semble pas bien fonctionner au sein du Réseau de politique industrielle. Ainsi, l'avantage comparatif du réseau est souvent oublié, notamment la politique d'équipement -même s'il y a à redire sur ce point- les formules de formation et sans oublier la structure d'appui scientifique.

Les tableaux III-4 et III-5 dressent un large panorama des points de vue exprimés sur les prestations. Ces prestations (la thématique générale du Réseau et l'encadrement scientifique) sont diversement appréciées par les enquêtés, en l'occurrence les chercheurs.

Le thème de l'industrialisation (Tableau III-4) et plus particulièrement le calcul des taux de protection qui a caractérisé le Réseau dans ces premières années est sévèrement critiqué de nos jours. Certains chercheurs le trouvent étié relatifment conjoncturel.

Il reste cependant que sur les 26 qui ont donné leur appréciation 16 se satisfont de cette thématique contre 10. Ce problème de thème pour le réseau est sans doute celui le plus discuté avec passion sans toujours faire la part des choses. Ainsi, tout le monde s'accorde sur la pertinence du thème lors de la création du réseau⁸ et il est bien évident que le réseau ne peut couvrir efficacement toute la gamme des domaines d'intérêt des chercheurs, voire des préoccupations des économies africaines.

L'insatisfaction ici doit être prise comme une exigence du développement même du réseau (afflux de nouveaux chercheurs, impact de la dévaluation sur les besoins d'étude macro économique plus que par le passé...)

Tableau n°III-4 Appréciation des éléments constitutifs de l'encadrement scientifique

	Satisfaisant	Pas satisfaisant	Total
Thématique du Réseau	16	10	26
Personnes Ressources	14	11	25
Assemblées Générales	15	12	27
Ateliers Méthodologiques	15	7	22
Suivi des projets	13	11	24

Les explications souvent qui accompagnent ces appréciations évoquent tout de même une amélioration due à l'ouverture thématique qui s'est produite. Au total, le risque est en effet

⁸ Il est intéressant de noter à ce sujet que le rapport A. DIAGNE et D. NDIAYE tout en étant très critique sur la thématique reconnaît ce fait.

--
très élevé de ne pas voir le réseau grandir si la thématique y compris avec l'ouverture amorcée ne s'élargissait pas encore plus.

L'encadrement scientifique qui constitue véritablement le volet le plus important sera appréhendé par l'appréciation des personnes ressources et membres du comité scientifique, le déroulement des AG, des ateliers méthodologiques et le suivi des projets.

Au cours des entretiens aucun nom de personne ressource ou de membre du comité scientifique n'a été cité et les appréciations ci-après sont relativement générales. Toutefois des raisons ont souvent été avancées pour appuyer les insatisfactions. Pour les 11 chercheurs sur 25 qui n'ont pas une bonne opinion de ces ~~personnes ressources~~, il y a avant tout leur ~~nombre qui serait insuffisant et leur présence irrégulière aux réunions du Réseau~~. Certains estiment que les personnes ressources devraient toutes faire la preuve de leur autorité dans le domaine. Enfin ce qui est reproché également c'est ~~le manque de suivi des projets par les personnes ressources après les rencontres~~. Pour la majorité cependant, les personnes ressources dans l'ensemble sont bien appréciées. C'est le lieu d'indiquer ici que presque tout le monde s'accorde à reconnaître les mérites du CREFA institution d'appui scientifique.

Les AG constituent sans aucun doute les moments forts dans la vie du Réseau. Elles concrétisent une des importantes attentes des chercheurs à savoir leur désenclavement et l'occasion d'échanger, discuter et se former. Ces éléments de satisfaction sont reconnus par la plupart des gens rencontrés, 15 chercheurs satisfaits du contenu des AG contre 12 sur 27 ayant répondu à la question.

Les insatisfactions en fin de compte sont relatives plus à l'organisation matérielle qu'au contenu même de l'AG. On citera néanmoins une observation critique qui estime que le *niveau est relativement faible par rapport à l'état actuel de la science économique. Les exposés ne sont pas cohérents avec l'évolution de la science.* Enfin, le temps apparaît assez court pour d'autres pour en profiter davantage.

Les ateliers méthodologiques sont beaucoup appréciés (15 satisfaits sur 22) et traduisent bien le besoin de formation des chercheurs du réseau en méthodologie.

En ce qui concerne l'évaluation et le suivi des projets de recherche, les procédures mises en place ont beaucoup évolué mais pour l'essentiel il y a la phase de screening, la phase de présentation et de discussion du projet au cours d'AG, la rencontre des chercheurs avec les personnes ressources, la décision du Comité Scientifique, le choix de personnes chargées du suivi du projet et de nouveau une présentation et discussion de l'avancement du projet en AG. Des entretiens il semble se dégager une opinion très favorable pour l'ensemble de ces étapes. Les 11 réponses traduisant des insatisfactions reposent essentiellement sur le rôle des personnes ressources commises au suivi des projets ainsi que sur la cohérence des appréciations d'une AG à l'autre. Sur le premier point, ces chercheurs estiment que le travail de suivi est assez faible dans le sens où durant la période séparant deux réunions il n'y a pas de relations avec les personnes à qui sont confiées la responsabilité de suivi. Le retard est également souligné dans les réponses apportées aux questions posées. Si ces observations ont une quelconque réalité il convient cependant le circonscrire à des cas isolés et souligner à

contrario que bon nombre de chercheurs ne réagissent pas non plus aux correspondances de certaines personnes ressources exerçant correctement leurs responsabilités.

Le second point paraît plus fondamental et crée des frustrations au niveau de certains chercheurs. En effet, on note une évolution souvent importante dans les appréciations des projets de recherche d'une AG à l'autre; ceci en raison d'une nouvelle configuration de l'assemblée (nouvelles personnes ressources) mais aussi modification sensible des opinions de la même personne ressource. Ce qui est mis en cause ici c'est surtout le manque de rappel des orientations indiquées aux chercheurs en début de chaque présentation afin d'évaluer également le travail-sur-cette base. Il reste bien entendu que de nouvelles idées qui pourraient à la limite contredire les premières propositions de quelqu'un doivent être acceptées si elles sont scientifiquement plus justes.

Encore une fois, il y a lieu de relativiser car la structure d'appui scientifique dispose et envoie à chaque chercheur les commentaires appropriés en rappelant que ceci n'est qu'une suggestion, le chercheur étant en dernière analyse responsable de son projet. Il suffirait que le Secrétariat rappelle brièvement à chaque fois le point sur les discussions relatives à un projet avant de faire engager les débats en AG, pour résoudre ce problème. ✓

La logistique dont bénéficient les chercheurs au sein du réseau peut se décomposer comme suit: les subventions, les primes, l'équipement informatique, la formation et la documentation.

Le tableau n°III-5 récapitule le nombre de chercheurs satisfaits ou non de ces différentes prestations.

Les subventions versées aux chercheurs représentent le montant du budget alloué pour exécuter un projet approuvé. Il ne prend pas en compte les frais de participation aux AG. Ce montant est jugé très faible par une écrasante majorité de chercheurs. Mais un autre aspect de l'insatisfaction qui nous paraît le plus important ce n'est pas tant le niveau de la subvention que de sa gestion. S'il est vrai que chaque projet inclut un budget prévisionnel établi par le chercheur lui-même qui est sensé correspondre aux besoins de l'exécution du projet il est étonnant de noter ces critiques. Un calcul qui aurait infirmé ces dires consisterait à évaluer les différences de montant demandé et celui effectivement accordé et utilisé. Cependant ce qui est plus évident ce sont les retards constatés dans la signature des contrats et les virement des fonds correspondants. Le système de contrôle de l'utilisation des fonds est également mis en cause par les chercheurs au cours des entretiens. Un sentiment de manque de confiance existe à leur niveau sur ce point.

Tableau n°III-5 Appréciation de la logistique

	Satisfaisant	Pas satisfaisant	Total
Subventions	8	19	27
Primes	6	18	
Equipement	6	16	22
Formation	8	13	21
Documentation	23	4	27

Les primes servies aux chercheurs ayant rempli les termes du contrat ont connu dans leur modalité de calcul une évolution notable. Les chercheurs n'ayant plus soumis de projet depuis 3 ans ignorent cette évolution et contribuent ainsi à augmenter le nombre de personnes

insatisfaites des primes. Dans la plupart des cas, les primes sont jugées non incitatives et souvent comparées à celles qui seraient versées au CREA.

L'équipement informatique aurait pu constituer un avantage comparatif solide vis-à-vis du CREA si la politique de dotation de micro ordinateur avait été poursuivie en tenant compte de l'évolution technologique dans le domaine. C'est le principal reproche que font les chercheurs ce d'autant plus que depuis 3 ans il n'y pas eu de dotation conséquente. La situation actuelle est théoriquement meilleure (incorporation d'un montant forfaitaire pour l'équipement informatique dans tout projet accepté) mais aucune réalisation concrète à ce jour n'existe pour changer la perception des chercheurs. Dans l'équipement il y a aussi l'acquisition par les équipes de mobilier et matériel de bureau qui est beaucoup appréciée dans un environnement où les chercheurs enseignants quand ils ont un bureau ont à peine sur quoi s'asseoir, de quoi ranger et travailler.

La formation consiste en des stages dans les universités anglophones soit pour la langue anglaise soit pour des cours d'économie et d'économétrie ou encore PARADI. La majorité de chercheurs interviewés déclarent cette prestation insatisfaisante. Les conditions de la formation en seraient la cause notamment pour les premiers en formation d'anglais au Ghana. Ensuite c'est le nombre de personnes concernées jusque là qui est jugé insuffisant.

La documentation fournie par le réseau comprend tous les documents préparés et distribués par le CREFA institution d'appui scientifique, les projets de recherche en discussion au cours d'une AG, les présentations des personnes ressources. En général, cette prestation satisfait la grande majorité des chercheurs. Les points sur lesquels des observations ont été faites sont relatifs à la quantité qui est quelque fois insuffisante, la disponibilité de ces documents juste au début voire en cours d'AG.

La diffusion des travaux est un autre critère de performance retenu et il s'agit de la politique de publication des travaux des chercheurs. Si en 1989 au moment de la création du réseau il avait été explicitement retenu et accepté par les chercheurs de publier sous forme d'ouvrage tous les travaux du réseau (la thématique et la méthodologie uniforme permettant cette perspective), de nos jours on constate une nette évolution.

C'est probablement du point de vue des chercheurs le point le plus négatif du réseau. La diffusion des travaux a connu un grand retard et les premières tentatives n'ont pas été à la hauteur des attentes des chercheurs. La forme et même le fond des documents de travail ont été sévèrement jugés par les chercheurs lors de leurs rencontres. Document non attractif, problème d'édition.... Les différentes propositions de politique de diffusion des travaux⁹ ont fait l'objet de vives discussions au sein des chercheurs sans aboutir véritablement à un consensus. Certains souhaiteraient une revue gérée par le réseau, d'autres proposent que le réseau 'place' les travaux dans les revues existantes.... Plus de 32% des chercheurs interrogés trouvent mauvaise cette politique de diffusion des travaux alors que seulement 11% la qualifient de bonne. La moitié estime qu'il faut absolument améliorer cette prestation. Près de 7% ne se sentaient pas en mesure d'apprécier convenablement.

⁹En 19.. une consultante a participé à l'AG et proposé des alternatives de politique de diffusion. Les résultats de ce travail n'ont pas été concrétisés.

Comment la communauté scientifique de la région juge-t-elle de l'impact des travaux du réseau? Il a été demandé aux 57 personnes rencontrées si elles pensaient que les travaux du réseau servaient à la définition de politique économique et en quoi cela était-il vrai? Sinon dans quelles conditions cet objectif pourrait être atteint?

Au total 27 répondants ne croient pas que les travaux servent à la définition de politique économique contre 17 qui soutiennent le contraire. Les arguments avancés sont ici beaucoup plus significatifs que les chiffres. En général ce qui est retenu c'est la qualité des travaux, leur disponibilité ou encore les deux à la fois. Dans les réponses des chercheurs ou des responsables de centres de recherche on peut noter quelques exemples de satisfaction et d'insatisfaction. Dans la première catégorie, il y a l'utilisation des rapports par les Ministères (Sénégal), invitation et participation des équipes du réseau aux différents séminaires sur les politiques industrielles (définition de nouvelles stratégies) (cas au Burkina Faso par exemple), référence comme experts en politique industrielle par les missions de la Banque Mondiale ou du FMI (Burkina Faso) sur la base des publications des membres de l'équipe.

'Le secrétariat général de l'UDEAC me fait toujours un interrogatoire' souligne un chercheur pour indiquer l'intérêt suscité par ses travaux au plus haut niveau.

Ceux qui estiment que les travaux ne servent pas à la définition de politique économique évoquent le retard des travaux par rapport aux calendriers des pouvoirs publics, la langue inadéquate des rapports pour les décideurs, les problèmes de diffusion; les décisions de politiques économiques ne s'appuieraient pas en Afrique sur les travaux de recherche mêmes connus. Enfin, les chercheurs ne sont pas impliqués dans le processus d'élaboration des programmes et les travaux des nationaux ne sont pas valorisés dans les pays africains.¹⁰

Des conditions pour que les travaux du réseau soient pris en compte dans la définition des politiques économiques ont été suggérées et concernent aussi bien la diffusion de ces travaux que de l'adéquation nécessaire entre les besoins des décideurs et le thème des travaux de recherche. La dissémination des travaux appartient tout aussi bien aux différentes équipes locales dans les pays qu'au réseau dans son ensemble. Les séminaires de dissémination souvent prévus dans les projets n'ont pas été évalués et l'on ignore leur véritable impact. Par contre les initiatives du Réseau pour sensibiliser les décideurs sont pour l'instant inexistantes.

Le tableau n°III-6 résume les différentes attentes des chercheurs lors de leur adhésion au réseau et le degré de satisfaction de celles-ci. Ces attentes ont été regroupées en trois catégories: la formation, la production et valorisation de la recherche et autres y compris ceux qui combinaient les deux premières attentes. La conduite de projet de recherche jusqu'à son terme y compris sa publication apparaît être l'attente la mieux partagée entre les chercheurs (17 citations). Cela peut sembler trivial pour un réseau de recherche mais le résultat devrait être pris en relation avec l'attente de formation dont le besoin a été souvent évoqué et considéré comme un aspect distinctif du réseau. Les scores sont sensiblement les mêmes (15 citations pour la formation) et l'on peut penser que le réseau a réussi son objectif de renforcer les capacités de recherche par la formation car 82% des chercheurs en sont partiellement ou totalement satisfaits. Le degré de satisfaction très élevé pour la production et valorisation de la recherche pourrait être en contradiction avec l'évaluation relativement négative des

¹⁰ Arguments recueillis lors des entretiens et retranscrits.

chercheurs de la valorisation (publication) de leurs travaux. Ici, l'emphasis a été mise sur le fait d'avoir pu élaborer et conduire un projet de recherche.

Tableau n° III-6 Attentes et degré de satisfaction

Attentes	Fréquences ¹¹	Degré de satisfaction ¹²		
		Totale	Partielle	Nulle
Formation	15	3	11	3
Production et valorisation de la recherche	17	4	16	2
Autres	8	9	3	5

Parmi les autres attentes évoquées par les chercheurs il y a la rupture de l'isolement, accès à la documentation, maintien du niveau intellectuel, bénéficier d'un environnement scientifique et obtenir un équipement¹³

Il est intéressant de noter que très peu de chercheurs n'ont pas vu leurs attentes non comblées par le réseau.

IV. REFLEXIONS STRATEGIQUES

Ici nous aborderons successivement quatre points:

- le rôle des chercheurs seniors;
- les domaines de recherche;
- la diffusion des travaux et la promotion du Réseau;
- les perspectives individuelles au sein du réseau.

1. Le rôle des chercheurs seniors:

Majoritairement, les enquêtés estiment que *le rôle des chercheurs seniors* devrait plutôt être celui de l'encadrement des chercheurs (67.9 %). Cet encadrement pourrait se faire soit à travers leur participation au Comité scientifique, soit comme personnes ressources invitées aux assemblées générales au cours desquelles ils pourront faire des exposés, ou toute autre forme d'encadrement à imaginer, par exemple: - leur participation à des équipes de recherche pourrait être encouragée, - et/ou l'encadrement local rapproché des jeunes chercheurs pourrait être sollicitée¹⁴. Ces deux dernières dispositions devraient réduire le taux de rejet des propositions de recherche soumises au Réseau.

Cependant une proportion non négligeable des enquêtés (35.7 %) s'accordent à dire que cette catégorie de chercheurs devrait soumettre et conduire des projets de recherche. Cela

¹¹ Nombre de fois où l'attente a été citée

¹² Nombre de répondants

¹³ Réponses recueillies lors des entretiens et retranscrites

¹⁴ Dans certains pays visités, les chercheurs anciens dans le Réseau ont organisé une documentation qui est mise à la disposition des autres chercheurs. Cette activité pourrait être développée partout.

--
contribuerait à relever significativement le niveau des recherches réalisées dans le Réseau qui en ferait donc une bonne promotion (publicité).

La difficulté de la mise en oeuvre de cette option serait sans doute le caractère peu incitatif des subventions accordées dans le Réseau.

2. Les domaines de recherche

Les enquêtés n'ont pas exprimé un point de vue dominant au profit d'un domaine particulier de recherche. Outre les domaines traditionnels de la macroéconomie (13.5 % des réponses), les autres secteurs recueillent de faibles taux de réponse: Economie institutionnelle, 6.7 %; analyses sectorielles, 6.7 %; etc.. On note que 66.7 % des enquêtés n'ont pas exprimé de préférence.

C'est à croire que c'est plutôt le besoin de conduire des recherches dans le Réseau qui préoccupe le plus. Les statistiques semblent soutenir les besoins de l'ouverture thématique du Réseau que les précédents rapports d'évaluation avaient mis en exergue. Au total on peut dire que les chercheurs sont disposés à travailler sur tous les thèmes possibles qui permettent d'acquérir des outils méthodologiques et se constituer un fond documentaire.

Cette disponibilité devrait être exploitée en initiant des thèmes susceptibles d'intéresser ceux des chercheurs encore hésitant qui continuent de croire que le Réseau traite le seul thème des incitations sectorielles. A cet effet, l'on doit attendre du Secrétariat d'entreprendre des visites de prospection dans les pays à l'image de la mission qui était jadis confiée à l'ex-directeur de recherche.

3. La diffusion des travaux et la promotion du Réseau

Sur ce point précis, les points de vue des chercheurs n'ont pu être quantifiés explicitement. Cependant, on peut noter que cette prestation constitue une activité essentielle dont le Réseau devrait prendre soin. De nombreuses concertations ont eu lieu à ce sujet avec les chercheurs. La publication des 'documents de travail' ne peut qu'être une étape d'un processus qui devrait porter en outre:

- La publication d'articles dans les revues scientifiques de renom. Pour ce faire l'expérience du Consortium pour la Recherche Economique en Afrique (CREA) pourrait inspirer le Réseau. En effet la démarche pourrait être d'organiser des ateliers de formation sur 'la technologie de la publication' animés par des éditeurs professionnels de revues économiques;
- et surtout des séminaires de vulgarisation (dissémination) impliquant chercheurs, décideurs de politiques économiques et administrations économiques publiques et privées (entreprises). L'objet est non seulement de faire connaître les travaux réalisés mais aussi de recueillir les besoins de ces décideurs.

4. Les perspectives individuelles dans le Réseau

Tous les chercheurs interrogés sur leur participation future aux activités du Réseau reconnaissent l'utilité du Réseau et donc envisagent de poursuivre leur recherche dans ce cadre. Ils restent par conséquent fidèles au Réseau bien que certains diversifient leurs activités par la participation à d'autres réseaux ou projets.

Enfin une bonne quantité de chercheurs envisagent de prendre plutard des responsabilités au sein des structures du Réseau: Membre de CS, coordonnateur, voire personnel administratif. Bien entendu il y a quelques uns qui n'envisagent pas leur carrière professionnel au sein du Réseau qui se limiterait dès lors au seul rôle de 'capacity building'.

**CONTRIBUTION DU
CENTRE DE RECHERCHE EN ÉCONOMIE ET FINANCE APPLIQUÉES (CREFA)
À L'AUTO-EVALUATION
DU RÉSEAU DE RECHERCHE
SUR LES POLITIQUES INDUSTRIELLES EN AFRIQUE**

John Cockburn

4 décembre 1996

Avant-propos

Le Centre de recherche en économie et finance appliquées (CREFA, anciennement GREPE) est la principale institution d'appui scientifique (IAS) du Réseau, son mandat actuel prenant fin en juin 1997. Les membres du CREFA ont été profondément (presque quotidiennement) impliqués dans les activités du Réseau depuis ses débuts, que ce soit sous l'égide du CRDE, du GREPE ou du CREFA lui-même¹. C'est dans ma capacité de responsable de l'appui scientifique fourni par le CREFA au Réseau que je présente cette contribution à l'auto-évaluation du Réseau au nom du CREFA. Bien sûr, elle n'engage que moi et non les autres membres du CREFA. Cette contribution sera orientée vers la problématique de l'appui scientifique et, notamment, le rôle que le CREFA y joue. Il est important de souligner que ces recommandations sont indépendantes de la forme institutionnelle que prendrait à l'avenir l'appui à la recherche en Afrique francophone: RPI, CREA, SISERA, etc. Il s'agit de formuler un diagnostic des besoins les plus importants dans la région en matière d'appui scientifique à la recherche et de proposer des activités permettant le mieux de combler ces besoins.

Introduction

Rappelons tout d'abord les objectifs du Réseau et le mandat de l'IAS au cours de la phase II tels que spécifiés dans le manuel des procédures.

Les objectifs du Réseau se résument comme suit:

- 1) Encourager les potentialités africaines de recherche à réaliser des études économiques et leur fournir un appui scientifique et matériel,
- 2) Créer des équipes et développer leurs capacités de recherche et celles des institutions de tutelle,
- 3) Parfaire les connaissances des chercheurs africains à travers l'organisation de sessions de formation et de stages adaptés à leurs besoins,
- 4) Organiser des rencontres entre les chercheurs de la région pour en réduire l'isolement et développer des liens de collaboration avec la communauté internationale des économistes et instituer une critique mutuelle et constructive,
- 5) Identifier des thèmes et méthodologies de recherche pertinents au développement de l'Afrique,
- 6) Publier les travaux de recherche et diffuser leurs résultats.

Le mandat de l'IAS, tel que spécifié dans le manuel des procédures du Réseau, est le suivant:

- 1) préparer des commentaires sur les propositions et rapports soumis au Réseau;
- 2) effectuer des recensions bibliographiques sur les thèmes du Réseau;

¹ Le rôle d'institution d'appui scientifique du Réseau a été transféré du CRDE (Université de Montréal) au CREFA (anciennement GREPE, Université Laval) au cours de la phase I. Les principaux intervenants sont restés toujours les mêmes. Pour éviter la confusion, nous utilisons le seul nom du CREFA pour référer aux activités d'appui de ces trois institutions.

- 3) être à la disposition des chercheurs pour répondre à des demandes d'articles et aux questions techniques;
- 4) préparer du matériel d'appui à la recherche (notes techniques, recueils de lectures thématiques, manuels pédagogiques, programmes informatiques...);
- 5) participer à la préparation et l'animation d'activités de formation (stages, journées de formation...);
- 6) participer à l'identification de personnes-ressources extérieures.

Pour schématiser, nous pouvons donc dire qu'en matière d'appui scientifique, la stratégie du Réseau se compose de deux volets principaux: la formation (stages, sessions de formation, manuels pédagogiques...) et la création d'un environnement convenable de recherche (création d'équipes, renforcement des institutions, rencontres entre équipes, publication, commentaires, appui bibliographique, notes techniques, programmes informatiques...). Regardons tour à tour ces deux volets.

1. Le volet formation

Le Réseau a eu l'occasion d'expérimenter plusieurs types d'activités de formation au cours des phases I et II:

- 1) financement des études de maîtrise dans une université nord-américaine;
- 2) financement de séjours en Europe pour la terminaison de thèses;
- 3) stages de moyenne durée (4 à 6 mois) dans des universités nord-américaines, à la fois francophones et anglophones;
- 4) ateliers méthodologiques et d'interprétation;
- 5) journées de formation;
- 6) distribution de manuels pédagogiques spécialement conçus;
- 7) financement de cours d'immersion anglaise (en Afrique et, dans le cadre des stages, au Canada).

Lors de rencontres entre un comité ad hoc de formation et l'ensemble des chercheurs présents à l'assemblée générale de décembre 1994, trois besoins essentiels de formation ont été identifiés: formation générale, formation spécialisée et formation en anglais. Ses trois besoins caractérisent encore bien la situation. Regardons maintenant les stratégies d'intervention du Réseau et du CREFA à leur égard.

1.1 Formation générale

Les chercheurs du Réseau ont presque tous complété des études de doctorat, généralement en France ou dans des pays de l'ancien bloc communiste. Ainsi, les besoins de formation générale s'expriment essentiellement comme des besoins de mise à niveau et de familiarisation

avec les approches anglo-saxonnes et quantitatives. La formation générale des chercheurs est évidemment la base sur laquelle l'ensemble des interventions du Réseau sont construites. Le Réseau n'est ni habilité ni financièrement en mesure d'intervenir de manière importante dans ce domaine, mais il peut entreprendre des activités modestes avec des retombées potentiellement importantes.

Suite aux recommandations du comité de formation et du coordonnateur du Réseau, il a été décidé d'organiser des stages de 4 à 6 mois dans une université anglophone pour trois stagiaires par année. Ces stages ont été organisés par le CREFA à l'Université de Toronto depuis deux ans maintenant.

Bien que les stages soient axés prioritairement sur les cours fondamentaux², les stagiaires peuvent partager le reste du temps entre la recherche et le suivi de cours spécialisés. La plupart des stagiaires ont exploité de manière intensive la bibliothèque universitaire. Aucune collaboration directe entre chercheurs de l'Université-hôte et stagiaires n'a pu être organisée jusqu'à présente, bien que cela présente une avenue possible. Le choix de limiter le nombre de stagiaires traduit un souci de maintenir le budget des stages un peu près équivalent à un tiers du budget total de formation. Les séjours de plus longue durée ont été exclus puisqu'ils nécessitent une concentration indue des ressources financières sur un nombre très restreint de chercheurs. Un financement supplémentaire devait être recherché par la suite pour permettre d'augmenter le nombre de stagiaires à dix par année et, éventuellement, allonger les stages.

D'après les entretiens avec les participants, ces stages se sont avérés extrêmement enrichissants. Les participants s'accordent pour dire qu'ils auraient profité d'un séjour encore plus long, n'ayant pas eu le temps de profiter de toutes les ressources disponibles. Il est trop tôt pour évaluer cette expérience en termes des retombées directes sur la qualité de la recherche au sein du Réseau mais tout porte à croire que les stagiaires pourront effectuer des recherches de qualité bien meilleures suite à leurs stages.

Il faut toutefois reconnaître que les stages, surtout de plus longue durée, constituent un investissement important dans les chercheurs sélectionnés. Cet investissement risque d'être non-rentable si les participants n'ont pas de potentiel inhérent ou s'ils décident à la suite du stage de suivre une carrière en dehors du milieu de la recherche et, potentiellement, en dehors de l'Afrique. D'autres pourraient juger mieux du succès des stages de longue durée et des bourses de maîtrise du Réseau, le CREFA n'y étant pas impliqué.

Toujours dans le cadre de la formation générale, deux autres activités se sont déroulées à côté des stages. D'une part, le financement de séjours en Europe pour compléter la thèse a été maintenu au cours de la phase II. D'autre part, des ateliers de formation générale ont été organisés au cours des dernières années dans le domaine de l'économétrie. De nouveau, le

² Les chercheurs doivent prendre obligatoirement des cours dans deux des trois domaines suivants: micro-économie, macro-économie, économétrie.

CREFA n'a pas participé à ces activités et ne peut pas juger de leur performance.

Il faudrait chercher beaucoup plus agressivement un financement supplémentaire pour augmenter le nombre de stagiaires. De plus, il faudrait envisager la possibilité de prolonger de plusieurs mois la durée de ces stages afin d'y inclure des activités de collaboration directe entre les chercheurs de l'Université-hôte et les stagiaires. Comme les évaluateurs externes du Réseau l'ont fait remarquer, une telle collaboration permettrait notamment d'inculquer une culture de recherche chez les stagiaires. De plus, elle constituerait une occasion idéale pour les participants d'acquérir une formation spécialisée dans les domaines qui les intéressent, sujet qui est abordé à la section suivante.

1.2 Formation spécialisée

Les besoins de formation spécialisée dans la région - sur des problématiques et méthodologies de recherche particuliers - se sont fait ressentir de manière importante au cours des deux premières phases du Réseau. Ce besoin constitue un défi majeur pour le Réseau qui, s'il n'est pas relevé, réduit de façon importante sa capacité d'encourager l'émergence d'un milieu de recherche dynamique, pertinente et, surtout, compétente.

En Occident, la formation spécialisée s'acquiert de trois principales façons: l'autodidactique (par des revues de littérature), les études avancées et les collaborations. Le piètre état de la documentation en Afrique rend très difficile l'autodidactique. De même, les études avancées sont beaucoup plus difficiles d'accès pour les chercheurs africains et n'exposent pas souvent ceux qui y accèdent à des approches anglo-saxonnes de recherche. Finalement, l'absence d'une masse critique de chercheurs actifs dans la plupart des pays africains et les faibles liens entre eux réduisent les possibilités de collaboration fructueuse dans laquelle les partenaires apprennent les uns des autres.

Pour combler ce vide, la stratégie d'intervention du Réseau au cours de la phase I était axée sur l'organisation d'ateliers méthodologiques, la préparation de manuels pédagogiques et, plus fondamentalement, l'encouragement de collaboration explicite par le biais de la création d'équipes de recherche, l'appui aux institutions nationales et l'organisation d'assemblées générales annuelles. Le rôle du CREFA concernait essentiellement les deux premières activités: ateliers et manuels. Pour justifier l'organisation de telles activités, il a été nécessaire de créer une masse critique de chercheurs travaillant sur un thème commun. Ceci a donné lieu à la concentration thématique sur l'analyse des incitations économiques et l'avantage comparatif au cours de la phase I. Une telle concentration ne peut être justifiée à long terme dans un projet de cette envergure et c'est ainsi que le Réseau s'est ouvert au cours de la phase II sur une diversification thématique.

Dans le contexte actuel de diversification thématique, des activités importantes de formation faites sur mesure sont beaucoup plus difficiles à offrir. Toutefois, le Réseau et le

CREFA ont pu quand-même organiser un certain nombre d'activités de formation spécialisée exigeant une plus faible implication du Réseau et du CREFA. L'organisation à l'assemblée générale de décembre 1996 d'une journée conceptuelle sur la thématique de l'intégration régionale est prometteuse à cet égard. Une telle activité constitue l'occasion de fournir aux chercheurs une vue générale, pour un thème donné, sur les questions de recherche importantes et les approches méthodologiques possibles. Cette activité peut servir à orienter les chercheurs sur de nouveaux thèmes ainsi constituant un point de départ pour des activités d'approfondissement.

D'autre part, une dizaine de chercheurs utilisant des modèles calculables d'équilibre général (MCEG) dans le cadre de leurs recherches ont pu participer aux écoles et cliniques de modélisation organisées dans le cadre des activités régulières du CREFA. Le fait que ces écoles et cliniques s'adressaient à un public plus large que le Réseau a permis ses chercheurs d'en bénéficier. Elles semblent avoir été une grande réussite, les participants restant presque tous très actifs et efficaces au sein du Réseau. Les chercheurs du Réseau qui s'intéressent à cet outil à l'avenir pourront continuer à poser leur candidature à ces activités. De plus, étant donné le nombre élevé de chercheurs du Réseau actifs dans ce domaine, le CREFA et le Réseau étudient actuellement la possibilité d'organiser une école avancée de modélisation pour les chercheurs du Réseau et des participants extérieurs.

Dans le domaine de la compétitivité, il existe également un nombre important de chercheurs actifs au sein du Réseau. Une journée de formation a été organisée par le CREFA à leur égard lors de l'assemblée de juin 1995 et une fiche technique a été rédigée sur ce thème. Compte tenu de l'intérêt pour ce thème à la fois au sein du Réseau et parmi les décideurs et compte tenu également de la multiplicité des concepts et approches en jeu, un appui scientifique plus important serait souhaitable. Étant donné la nature comparative de l'analyse de la compétitivité, ce thème constitue un candidat idéal pour un projet collaboratif au sein du Réseau. Une telle activité, comprenant un atelier méthodologique et un partenariat de recherche entre chercheurs "du Nord" et chercheurs "du Sud", fournirait une formation approfondie aux chercheurs du Réseau et une occasion de travailler étroitement avec des chercheurs expérimentés. La thématique pourrait également être élargie pour comprendre des analyses d'incitations, de productivité, des exportations et des PME. Ces thèmes sont tous intimement reliés à l'analyse de la compétitivité et couvrent les intérêts de la plupart des autres chercheurs du Réseau. Cette possibilité est actuellement sous considération.

Le CREFA est de l'avis que l'autodidactique, à travers un appui bibliographique intensif, constitue un des piliers d'une stratégie réussie de formation spécialisée³. D'autre part, les journées de formation et journées conceptuelles organisées en marge des assemblées générales constituent une façon peu coûteuse de fournir une formation spécialisée limitée aux chercheurs du Réseau. Ensuite, si un financement supplémentaire est obtenu, l'extension des stages pour

³ Notre stratégie d'appui bibliographique est présentée à la section 2.2 puisqu'elle fait également partie de notre stratégie de création d'un environnement convenable de recherche.

inclure les activités de recherche collaborative avec les chercheurs des universités-hôtes serait souhaitable. De telles collaborations fourniraient l'occasion à certains chercheurs de travailler et de se former avec des personnalités importantes dans leurs domaines de recherche.

La mise sur pied de projets collaboratifs sur des thèmes d'intérêt général, financés potentiellement par des ressources extérieures, constitue une autre avenue prometteuse de transfert de connaissances (formation spécialisée), de désenclavement et de ciblage des interventions du Réseau vers la production de recherches pertinentes. De telles activités demandent toujours une masse critique de chercheurs mais ceci dans une moindre mesure que la préparation d'ateliers et de manuels méthodologiques. Leur définition pourrait être suffisamment flexible en termes d'envergure, de méthodologie et de diversité des collaborateurs de nord pour s'adapter à diverses situations. De plus, des chercheurs extérieurs au Réseau pourraient être invités à participer. La définition de thèmes pertinents et un choix judicieux de collaborateurs de nord pourrait rendre une telle activité très alléchante pour les bailleurs de fonds. De plus, une telle activité augmenterait le rayonnement et la réputation du Réseau dans la région et sur le plan international.

1.3 Formation en anglais

L'anglais s'avère incontournable dans la poursuite actuelle d'une carrière de recherche économique. Le CREFA n'a pas été impliqué dans les cours d'immersion offerts en Afrique. Par contre, la combinaison d'un cours d'immersion à Toronto suivi d'un séjour d'étude de quatre mois à l'Université de Toronto, telle qu'expérimentée pour la première fois cette année, semble être un succès. L'inclusion d'un cours d'immersion sur place au début des stages permet, à faible coût (environ \$2000), d'améliorer l'apprentissage de la langue en le mettant immédiatement en application. La participation à de tel cours augmenterait aussi les chances de succès du séjour d'étude en fournissant les bases nécessaires à la compréhension des cours. Le suivi d'un cours d'immersion anglaise en Afrique pourrait constituer un préalable à la participation aux stages.

1.4 Conclusions

Pour résumer, la stratégie de formation proposée comprend trois volets: une formation générale à travers des stages d'étude/recherche de 6 à 12 mois dans des universités anglo-saxonnes pour une dizaine de chercheurs par année si un financement supplémentaire est obtenu; une formation spécialisée basée sur l'autodidactique, des journées de formation et des projets collaboratifs et l'extension des stages pour inclure une période de recherche collaborative; une formation en anglais par le biais de ces mêmes stages et des cours en Afrique. Lors de la sélection des stagiaires il est très important d'évaluer les potentialités et plans de carrière des candidats pour maximiser la rentabilité de cet investissement considérable.

2. La création d'un environnement convenable de recherche

En dehors des besoins de formation, les chercheurs du Réseau travaillent dans un environnement de recherche qui comporte deux principaux types de lacunes: l'isolement des chercheurs et la pénurie d'instruments de recherche (documents, bibliographies, logiciels, etc.). Depuis ses débuts, le Réseau vise à combler partiellement ces lacunes par le biais de diverses interventions:

- a) le désenclavement des chercheurs: création d'équipes de chercheurs, appui institutionnel, organisation d'assemblées générales, activités de publication et diffusion des résultats de recherche, rédaction de commentaires sur les projets et rapports soumis, correspondances directes, etc.
- b) la mise à la disposition des chercheurs des outils nécessaires à la recherche: articles, bibliographies, recueils de lectures, etc.

A titre de principale IAS, le CREFA appuie ces efforts de diverses façons:

- a) désenclavement: rédaction de commentaires **détaillés** sur l'ensemble des projets et rapports soumis; élaboration d'un guide d'information sur les périodiques et conférences économiques; participation aux assemblées générales et correspondances directes avec les chercheurs.
- b) outils de recherche: envois d'articles; recueils de lectures et listes bibliographiques; guides d'informations sur les logiciels et bases de données économiques, ainsi que sur les ressources économiques disponibles sur Internet; recherches personnalisées sur ECONLIT; exploitation des bases de données sur demande; programmes informatiques.

2.1 Désenclavement des chercheurs

Les commentaires détaillés du CREFA sur les projets et rapports des chercheurs sont beaucoup appréciés par ces derniers. Ces commentaires constituent une des rares ou uniques occasions pour les chercheurs de bénéficier d'une analyse **détaillée et technique** de leurs projets de la part d'une personne extérieure objective et compétente. Cette activité constitue un outil puissant de désenclavement, d'appui bibliographique et de formation spécialisée des chercheurs.

Le CREFA prépare de manière systématique des commentaires sur l'ensemble des projets et rapports présentés en assemblée, ainsi que sur les projets soumis au Secrétariat et transmis par celui-ci au CREFA. En réponse à une demande du Secrétariat, nous essayons maintenant, dans la mesure du possible, de préparer nos commentaires avant les assemblées générales. Compte tenu de la diversification thématique actuelle du Réseau, le CREFA fait appel à un

nombre croissant d'intervenants, parfois en dehors du CREFA, pour rédiger ses commentaires détaillés. Toutefois, souvent les commentateurs ne connaissent pas les chercheurs en question et n'ont participé ni à la présentation ni à la discussion de leurs projets. Cette activité devrait être maintenue et même élargie. Toutefois, elle devrait être transférée du CREFA vers les personnes-ressources présentes aux assemblées générales, d'une part, et vers le Secrétariat d'autre part. Cela permettrait à la fois de réduire les coûts de l'IAS et de lui permettre de concentrer ses efforts sur les activités pour lesquelles elle est plus difficilement remplaçable.

Pour réussir ce transfert, le Réseau devrait assurer la présence régulière d'un ou deux personnes-ressources compétentes dans chacun des domaines de recherche du Réseau. Ces personnes-ressources devraient être engagées (et rémunérées) pour participer aux assemblées générales et pour préparer des commentaires **détaillés**, avec références bibliographiques et copies des articles recommandés, sur un certain nombre de projets dans leurs domaines de spécialisation. Il faudrait assurer que ces personnes-ressources viennent systématiquement aux assemblées générales pour assurer leur implication et le bon suivi de l'évolution du projet. Le CREFA pourrait continuer à faire des commentaires à titre de personnes-ressources pour des projets spécifiques. Par ailleurs, le Secrétariat prépare de manière plus régulière des commentaires sur les projets et rapports soumis au Réseau. Sans prétendre à une spécialisation dans tous les thèmes du Réseau, le Secrétariat fournit ainsi aux chercheurs un point de vue général sur leurs projets.

La participation de chercheurs du nord, en plus des chercheurs des autres pays de la région, aux assemblées générales est un autre outil important de désenclavement des chercheurs. Cette activité permet aux chercheurs de bénéficier des opinions d'autres chercheurs expérimentés et les expose à d'autres intérêts et méthodologies de recherche. Généralement, trois membres du CREFA sont présents à chaque assemblée générale: Bernard Decaluwé à titre de président du CS, Bruno Larue à titre de personne-ressource, Eckhard Siggel ou John Cockburn (alternativement) à titre de représentant du CREFA. En décembre 1996, Yazid Dissou du CREFA y participera de manière exceptionnelle à titre de personne-ressource sur le thème de l'intégration régionale.

Une utilisation plus systématique de personnes-ressources extérieures permettrait de contrebalancer l'influence parfois prédominante des membres du CREFA sur les orientations de recherche des chercheurs du Réseau (compétitivité, MCEG, incitations, etc.). Il est souhaitable que les personnes-ressources extérieures deviennent également des correspondants réguliers pour les chercheurs qu'ils suivent. Ainsi, les chercheurs seraient exposés de manière plus continue et intense à des courants extérieurs. Pour le moment, la prédominance et, surtout, la régularité de la participation des chercheurs du CREFA les rendent des correspondants privilégiés des chercheurs du Réseau et limite ainsi leur désenclavement aux limites du CREFA.

La publication contribue également au désenclavement des chercheurs, les faisant connaître dans des forums plus larges. Étant donnée la faible circulation de revues économiques en Afrique, nous avons préparé un guide d'informations présentant leurs objectifs et les

modalités de soumission d'articles pour publication. Les articles qui y sont recensés comprennent à la fois les "grandes" revues économiques et des revues spécialisées jugées plus susceptibles de publier les travaux des chercheurs du Réseau. Nous espérons ainsi contribuer au rayonnement des chercheurs du Réseau. De la même façon, la participation des chercheurs à des conférences économiques constitue une moyenne de les désenclaver. Le CREFA prépare actuellement un guide d'informations sur les conférences économiques sur les thèmes analysés au sein du Réseau.

2.2 Outils de recherche

Un des plus grands handicaps pour les chercheurs en Afrique francophone est la pénurie d'outils de recherche convenables et récents. Cette pénurie peut influencer de manière importante sur la qualité et même la nature de la recherche effectuée dans la région. Il s'agit surtout des difficultés de documentation, bien que le manque de logiciels, de bases de données adéquates et d'accès à l'Internet constituent d'autres obstacles importants à la recherche. La stratégie actuelle du CREFA en matière d'outils de recherche s'articule autour de cinq principales interventions:

- envois personnalisés d'articles (de manière proactive ou en réponse à des demandes);
- recherches thématiques personnalisées sur ECONLIT;
- préparation et distribution de recueils de lectures thématiques;
- préparation et distribution d'une série de guides d'information sur les outils de recherche disponibles au CREFA et stratégie pour les mettre à la disposition des chercheurs;
- élaboration de logiciels spécialisés.

Les représentants du CREFA ont toujours encouragé les chercheurs du Réseau à lui formuler des demandes d'articles ou de recension bibliographique. Puisque cette activité peut être prise en charge par un étudiant, elle est peu coûteuse et hautement efficace. Une liste (trop longue pour reproduire ici!) des articles envoyés en 1996 est disponible sur demande. Cette activité devrait impérativement être maintenue à l'avenir pour pallier les lacunes des bibliothèques de la région.

Il est une chose de ne pas trouver un article dans sa bibliothèque locale mais il est encore plus grave ne pas être au courant de son existence. En effet, les chercheurs font face également à l'absence d'outils efficaces de recherche bibliographique. En Occident, ce rôle est rempli admirablement par la base bibliographique ECONLIT. En fournissant aux chercheurs une liste des mots-clés utilisés dans ECONLIT, le CREFA peut exploiter cette base bibliographique à leur place. Dans ce but, le CREFA a préparé un guide d'informations qui explique le fonctionnement d'ECONLIT et fournit une liste complète de mots-clés. Pour familiariser les chercheurs avec cet outil, nous avons entrepris de faire des recherches ECONLIT pour chaque chercheur participant à l'assemblée de décembre 1996 en choisissant nous-mêmes, dans un premier temps, deux mots-clés correspondant à son domaine de recherche. Les listes

bibliographiques (avec résumés) obtenues seront distribuées aux chercheurs lors de l'assemblée en leur invitant à modifier, s'ils le souhaitent, notre choix de mots-clés à pour l'avenir. Des listes bibliographiques seront obtenues et distribuées ainsi à chaque assemblée générale dans l'avenir. Cette activité demande un faible investissement de temps et nous permet de fournir aux chercheurs des références bibliographiques très récentes et assez complètes.

Pour guider les chercheurs vers les articles les plus importants dans leurs domaines de recherche, le CREFA prépare également des recueils de lectures thématiques. Ces recueils renferment généralement de dix à vingt articles "clés", présentés sous une forme structurée avec parfois des résumés en français, un survol de la littérature et/ou une bibliographie "exhaustive". Le choix des thèmes tient compte des intérêts actuels des chercheurs du Réseau et des propositions des organes décisionnelles. Treize recueils ont été préparés jusqu'à présent couvrant les thèmes d'analyse comme: les politiques commerciales, la compétitivité, l'intégration régionale, les déterminants des exportations, les modèles de gravité, la productivité, les petites et micro-entreprises, les modèles calculables d'équilibre général et les séries temporelles. Nous avons eu recours cette année-ci au concours de Dr. Carl Liedholm dans la préparation du recueil sur l'analyse des petites et micro-entreprises, domaine dans lequel il a une réputation mondiale. Le recours à des spécialistes dans la préparation de ces recueils deviendrait presque systématique à l'avenir. Ces recueils fournissent aux chercheurs la documentation essentielle à la poursuite des recherches dans un domaine donné. On espère que les chercheurs exploitent les bibliographies "exhaustives" et les références des articles clés pour formuler des demandes d'autres articles auprès du CREFA. Huit listes bibliographiques "exhaustives", périodiquement mises à jour, sont distribuées au sein du Réseau sur ces mêmes thèmes.) *

Pour combler le besoin de logiciels adéquats au sein du Réseau, le CREFA entreprend deux activités: l'élaboration de logiciels sur mesure et la préparation d'un guide d'informations sur les logiciels économiques. Le CREFA a préparé deux logiciels qui sont utilisés couramment au sein du Réseau: Javinac et ANGE. Le logiciel Javinac permet de calculer des indicateurs d'incitation et d'avantage comparatif de firmes sur tableur. Une extension de ce logiciel - Javinac Plus - permet de faire des analyses de compétitivité. Le logiciel ANGE sert au calcul des taux de protection effective par branche du TES. Une extension de ce logiciel - HARPE - permet d'élaborer des propositions de réforme tarifaire respectant des objectifs multiples: structure de protection effective, recettes douanières, etc. Ces activités sont très intensives en temps et n'auraient pu être réalisées si ce n'était pas pour la concordance entre les intérêts des chercheurs du Réseau et les activités-propres du CREFA.

Une réponse plus générale et exigeant un effort beaucoup moins intensif consiste en la diffusion d'information sur les logiciels économiques existants et les modalités de leur achat. C'est ainsi que le CREFA a préparé et tient à jour un guide d'informations sur les logiciels économiques. Ce guide fournit une description des logiciels ainsi que le coût et les modalités d'achat et les modalités de leur achat.

De la même façon, nous avons préparé un guide d'informations sur les bases de données

disponibles (sur disquette ou sur papier) à la bibliothèque de l'Université Laval. Un formulaire de demande de données a été distribué à tous les chercheurs participant aux assemblées générales de juin et de décembre 1996. Ce formulaire permet aux chercheurs de formuler une demande précise de données auprès du CREFA. Les données sont fournies aux chercheurs sur disquette si possible, sinon sur papier. Ainsi, en exposant aussi clairement que possible les données à notre disposition, nous espérons permettre aux chercheurs d'en bénéficier par notre intermédiaire.

Au cours des dernières années, l'Internet est devenu un outil de recherche puissant pour les chercheurs du Nord. Malheureusement, les chercheurs du sud y ont rarement accès⁴. Pour essayer de combler ce besoin, nous avons préparé un guide d'informations sur l'Internet qui reproduit le site "Resources for Economists" en invitant les chercheurs à nous formuler des demandes d'informations se trouvant à ce site. Cette activité, peu coûteuse, permet de réduire l'isolement des chercheurs tout en appuyant leurs recherches.

2.3 Conclusion sur les outils de recherche

Pour résumer, le Réseau joue et doit continuer de jouer un rôle important dans la création d'un environnement convenable de recherche. Sur le plan du désenclavement, une implication plus importante et, surtout, plus régulière de personnes-ressources extérieures exposerait les chercheurs à une plus grande variété d'approches et domaines de recherche et réduirait ainsi la prédominance actuelle du CREFA. Sur le plan des outils de recherche, la stratégie actuelle est très satisfaisante, bien que d'autres types d'interventions pourraient sûrement être identifiés.

⁴ Il est à noter que le gouvernement américain a entrepris récemment un programme (Leyland Initiative) d'installation de l'Internet en Afrique. Selon le représentant de l'USAID, le Réseau pourrait formuler un projet d'exploitation de l'Internet au sein du Réseau qui serait susceptible de bénéficier d'un appui financier du gouvernement américain dans ce cadre.

Conclusions générales

Pour résumer, nous présentons un tableau synoptique de la stratégie d'intervention en appui scientifique que nous recommandons dans la région:

Type de besoin	Activités recommandées
1. Formation	
1.1 Formation générale	a) Stages d'étude/recherche de moyenne durée (6 à 12 mois) pour 10 chercheurs par année.
1.2 Formation spécialisée	a) Projets collaboratifs nord-sud avec atelier méthodologique. b) Autodidactique (avec appui bibliographique important) c) Journées conceptuelles et de formation d) Écoles et cliniques Paradi
1.3 Formation en anglais	a) Cours d'immersion anglaise en Afrique (préalable aux stages) b) Cours d'immersion anglaise sur les lieux de stages au commencement des stages.
2. Environnement de recherche	
2.1 Désenclavement	a) Maintien des assemblées générales bi-annuelles. b) Recrutement de personnes-ressources extérieures "permanentes" pour participer aux assemblées et commenter projets. c) Appui à la publication et la diffusion des résultats.

2.2 Outils de recherche	a) Appui bibliographique intensif (envois d'articles, bibliographies, recueils, recherches ECONLIT). b) Appui à l'identification et l'achat de logiciels. c) Accès, directement ou par l'IAS, aux banques de données et l'Internet.
-------------------------	---

Ajoutons finalement un petit mot sur les aspects financiers. Trois remarques importantes sont à relever. Tout d'abord, le CREFA a volontairement **réduit** son budget de \$31,233 (environ 20%) lors de la signature de son contrat pour la période 1996-1997. Les dépenses réelles du CREFA en 1995 (dernière année complète), ont été de \$50,768 (32%) **inférieures** au budget prévu. Finalement, nous regrettons que l'ensemble de nos interventions ne bénéficie pas à un bassin beaucoup plus large de chercheurs. En effet, nos activités contiennent une très forte proportion de coûts fixes (préparation de recueils, guides, fiches, manuels, logiciels, etc.). Une augmentation du nombre de chercheurs dans le Réseau ferait sûrement diminuer de manière significative les coûts par chercheur tant sur le plan de l'appui scientifique que sur le plan de l'administration du Réseau.

RESEAU SUR LES POLITIQUES INDUSTRIELLES

CONTRIBUTION DU SECRETARIAT A L'AUTO-EVALUATION
DU RESEAU

(Novembre 1996)

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	2
EVALUATION RETROSPECTIVE DU RESEAU	4
APPRECIATION DES INTERVENTIONS DU RPI	4
Pertinence des interventions du RPI	4
Interventions du Comité Scientifique	7
Interventions du Conseil d'Administration	11
Interventions des personnes ressources	11
Interventions de l'institution d'appui scientifique	12
Interventions du CODESRIA	13
RECHERCHE ET POLITIQUE ECONOMIQUE	14
EFFICACITE DE LA RECHERCHE ET DES CHERCHEURS	15
PUBLICATION DES TRAVAUX DE RECHERCHE	17
Performances et constat	18
Diagnostic	19
Suggestions pour améliorer le processus	22
GOUVERNANCE DU RESEAU	24
ÉVALUATION PROSPECTIVE DU RPI	25
FORCES ET FAIBLESSES DU RÉSEAU	25
Forces du Réseau	25
Faiblesses du Réseau	28
STRATEGIE POUR LA PHASE III	30
Principes généraux	30
Orientations stratégiques de la phase III	32
STRUCTURES DU RÉSEAU	35
Les organes	35
Relations du RPI avec les autres partenaires	36

INTRODUCTION

Ce rapport s'inscrit dans le cadre de la contribution du Secrétariat à l'auto-évaluation des activités de seconde phase du Réseau sur les Politiques Industrielles (RPI). Jouant un rôle central au sein du RPI et celui de charnière entre les différents acteurs, chercheurs, Comité Scientifique (CS), Conseil d'Administration (CA), institution d'accueil (CODESRIA) et institution d'appui extérieur (CREFA), le Secrétariat occupe, de ce fait, une position privilégiée lui permettant d'observer l'ensemble des partenaires. Spécificité dont il entend tirer profit pour mener une appréciation générale des activités du RPI.

Cette contribution sera composée de deux parties distinctes, une première, d'aspect rétrospectif, s'attardera essentiellement sur les performances passées du RPI et une seconde, d'aspect prospectif, sera consacrée à des considérations stratégiques sur l'avenir du RPI.

L'approche adoptée dans l'exercice rétrospectif se propose d'apprécier les performances des parties prenantes en faisant :

- **un constat**, qui évalue les performances réalisées par les intervenants et en relève les forces et les lacunes;
- **un diagnostic**, qui cherche à expliquer les performances observées; et
- **des suggestions** susceptibles d'améliorer l'efficacité du RPI.

Les centres d'intérêt retenus par le Secrétariat pour l'auto-évaluation couvrent les aspects suivants :

- la pertinence des interventions du RPI;
- l'efficacité des interventions des partenaires;
- le processus de publication des rapports de recherche;
- la relation entre recherche et décideurs; et
- la gouvernance du RPI.

Quant à la partie prospective, elle a été élaborée avec la participation de M. Mohamed Lahouel, membre du CS, et s'inscrit dans le cadre de la préparation de la phase III du RPI.)

A - EVALUATION RETROSPECTIVE DU RESEAU

I - APPRECIATION DES INTERVENTIONS DU RPI

L'objet de cette section est d'apprécier la nature et l'ampleur des interventions des personnes ressources et les moyens d'améliorer la qualité de l'appui offert aux chercheurs; faire le constat de la situation de ces dernières années, identifier les raisons sous-jacentes au diagnostic qui sera fait et avancer quelques propositions susceptibles d'améliorer les performances du passé. Concrètement, les aspects traités se rapportent à la pertinence des interventions du RPI au double plan thématique et méthodologique; à l'efficacité des interventions du Comité Scientifique (CS), du Conseil d'Administration (CA), des personnes ressources (PR) et de l'institution d'appui scientifique; à la relation entre la recherche et les décideurs et aux aspects de gouvernance du RPI.

1 - Pertinence des interventions du RPI

La question est de savoir, d'une part, si la thématique de l'industrialisation de l'Afrique francophone est pertinente compte tenu des spécificités des économies de la région, et, d'autre part, si les études élaborées avec l'appui technique et financier du RPI, s'inscrivent dans les préoccupations du développement économique de l'Afrique de l'ouest et centrale.

Concernant la pertinence de la thématique de l'industrialisation, les documents de base, autant pour la première que pour la seconde phase, avaient relevé l'importance des politiques industrielles initiées par les pays africains depuis leurs indépendances. Bien que la plupart des économies de ces pays soit basée essentiellement sur le secteur primaire, le besoin de s'industrialiser a été ressenti et des mutations fondamentales ont été encouragées dans le sens du renforcement du secteur industriel. Par ailleurs, avec la crise aiguë qu'ont connue la plupart des pays et l'avènement des programmes d'ajustement structurel et de stabilisation ainsi que les réformes mises en oeuvre pour atténuer les effets de cette crise, la consolidation du secteur industriel avait connu un regain d'intérêt. De ce fait, il est évident que la thématique de l'industrialisation était d'une grande actualité et continue encore de jouir d'une indiscutable pertinence pour les pays africains.

Au delà de la thématique elle-même, il est indéniable que les conclusions des études effectuées concernant, d'une part, l'impact des réformes des tarifs douaniers et les répercussions des multiples changements intervenus tant au niveau de la protection des activités industrielles nationales qu'au niveau des recettes douanières et du budget de l'Etat, et, d'autre part, les questions se rapportant à la fiscalité tel le passage d'un système de taxation en cascade à l'instauration de la taxe sur la valeur ajoutée; sont d'un grand intérêt pour les gouvernements des pays africains et des études dans ce domaine présentent une grande utilité pour les orienter dans leurs décisions et identifier des réformes à initier.

Les analyses et recommandations sur les répercussions des mesures des programmes d'ajustement, tant au niveau sectoriel, en particulier industriel, qu'au niveau macro-économique; l'évaluation de la productivité et la recherche de ses facteurs déterminants; l'analyse de la compétitivité des activités industrielles manufacturières et son évolution dans le temps; l'étude des déterminants de l'évolution des exportations manufacturières; sont autant de questions d'une grande pertinence pour les économies africaines de la région, notamment dans le contexte actuel.

Au niveau régional, de nombreuses études élaborées par le RPI avaient intéressé des questions intéressantes pour les groupements économiques, telle l'analyse des effets de la taxe de coopération régionale sur la performance des unités de production de la CEAO ; l'incidence de la taxe unique en UDEAC sur l'intégration économique de la région.

Il reste cependant que, au-delà de l'aspect pertinence, une question autrement plus délicate se pose et conditionne l'utilité réelle de ces études, celle de savoir s'il existe un lien réel entre les études faites, les conclusions obtenues, les recommandations suggérées, d'une part, et les centres de décision économique, d'autre part. Nonobstant ce dernier aspect, sur lequel on reviendra plus loin, les analyses faites par les chercheurs du RPI ne manquent pas de pertinence pour le développement économique de la région et s'inscrivent parfaitement dans les préoccupations des pouvoirs publics. Les conclusions de ces études et les recommandations auxquelles elles aboutissent sont, dans la plupart des cas, conformes aux préoccupations économiques actuelles de ces pays et permettent de disposer, très souvent, d'éléments de réponses sur les conséquences des mesures décidées dans le domaine économique.

Diversification thématique

Après une première phase au cours de laquelle les études du RPI étaient centrées sur un nombre limité de sujets, axés autour de la politique commerciale et son impact sur la structure de la protection et des incitations accordées à l'industrie, une certaine diversification thématique a commencé à se dessiner vers la fin de cette phase et s'était confirmée au début de la seconde phase, en 1994.

Outre ce thème qui a continué à intéresser certains chercheurs, en raison du regain d'intérêt qu'avait connu la question des incitations et des réformes tarifaires initiées un peu partout dans la région, de nouveaux axes de réflexion ont retenu l'attention des chercheurs, entre autres, l'analyse des performances avec l'évaluation de la productivité des facteurs de production, la compétitivité des activités industrielles, l'efficacité technique, l'évolution et les déterminants des exportations manufacturières et le secteur informel. De sorte qu'une tendance vers une plus grande diversification thématique est de plus en plus nette et se consolidera très probablement dans l'avenir.

Projets de recherche par thème

Thème de recherche	Nombre
Ajustement structurel	3
Compétitivité	5
Exportation	3
Fiscalité	1
PMI et secteur informel	4
Productivité	3
Protection et incitations	31
Relations agriculture-industrie	1
Total	51

Le classement des rapports achevés ou en cours d'exécution fait ressortir huit (8) thèmes de recherche, sans tenir compte de celui de l'intégration économique régionale qui commence à intéresser certaines équipes de recherche et qui donnera lieu vraisemblablement à des études dans un proche avenir. Pour mesurer la tendance réelle vers la diversification thématique, notamment depuis le début de phase II, le tableau suivant fournit la répartition annuelle et l'évolution de ces rapports, depuis la création du RPI.

Répartition des projets par thème/année

Thème	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	Total
Ajustement structurel	-	-	-	1	1	-	1	-	3
Compétitivité	-	-	-	1	2	1	1	-	5
Fiscalité	-	-	-	-	-	-	1	-	1
PMI/informel	-	-	-	-	1	2	1	-	4
Productivité	-	-	-	-	1	1	1	-	3
Protection/incitations	3	7	6	4	4	4	1	1	30
Relations agro-indus.	-	1	-	-	-	1	-	-	2
Exportations	-	-	-	-	1	2	-	-	3
Total	3	8	6	6	10	11	5	1	51

NB: la colonne 1996 ne couvre que le premier semestre de l'année.

Il en ressort clairement que la thématique de la phase I, protection et incitations, prépondérante au cours des premières années du RPI, a progressivement perdu de l'importance en faveur de nouvelles questions de recherche et la tendance se confirme d'année en année.

Diversification méthodologique

La diversification observée au niveau des thèmes de recherche s'était accompagnée d'une diversification au niveau des méthodologies appliquées. A l'approche de la phase II, d'autres s'étaient ajoutées. Il s'agit essentiellement de l'économétrie et de la modélisation en équilibre général, la première visait la recherche des facteurs explicatifs des phénomènes étudiés et la seconde tendait à dépasser le cadre d'analyse partielle pour un cadre général ayant l'avantage de mettre en relation toutes les variables analysées et de tenir compte de leurs interdépendances.

La modélisation en équilibre général, notamment, a connu un grand succès auprès des chercheurs qui l'ont adoptée pour évaluer les répercussions des mesures contenues dans les programmes d'ajustement qu'elles soient d'ordre macro ou micro-économique. L'engouement pour cette approche était entretenu par les ateliers initiés dans le cadre de l'école PARADI, organisés une fois l'an par l'Université Laval.

Cette situation reflète assez bien le fait que l'existence d'une méthodologie confirmée et facilitée par l'existence d'un logiciel de calcul a toujours influencé et fortement orienté le choix des thèmes étudiés. C'était d'abord le cas avec l'approche des incitations proposée au démarrage de la première phase et qui avait conditionné alors presque tous les projets de cette phase; c'est maintenant le cas avec la modélisation d'équilibre général. Si cette approche a l'avantage d'amener les chercheurs à identifier des projets de recherche, elle a cependant l'inconvénient de les pousser à réfléchir en termes d'instrumentation et non en termes de problématique. En fait, on a la nette impression que, dans la plupart des cas, la disponibilité de l'instrument dicte le choix des sujets et non l'inverse. Or, une bonne recherche, même si elle doit s'assurer préalablement de l'existence de l'outil, doit avoir comme point de départ une problématique claire et des questions de recherche bien spécifiées. ✓

Il faut remarquer aussi que le choix des chercheurs de sujets se basant sur l'approche de la modélisation en équilibre général est encouragé, dans une large mesure, par l'opportunité de participer aux ateliers de l'Université Laval et de bénéficier de la formation y afférente. Conscient que cette approche n'est pas de nature à répondre à toutes les questions de recherche et qu'une dose d'analyse partielle et/ou descriptive est souvent très utile pour l'étude de certains phénomènes, il semble que la multiplication des ateliers méthodologiques, en relation directe avec les préoccupations des chercheurs, pourrait atténuer cette tendance, ouvrir d'autres horizons de recherche et enrichir la panoplie d'approches.

Il semble donc urgent d'engager un débat avec les chercheurs visant à mettre l'accent sur la priorité de définir, en premier lieu, des sujets de recherche pertinents et des problématiques prenant source dans les préoccupations réelles de leurs économies respectives, nonobstant l'instrumentation d'analyse. De façon générale, il est nécessaire que la séquence instrumentation/problématique soit inversée et qu'un poids plus important soit accordé aux questions et hypothèses de recherche par rapport aux outils. *

2 - Interventions du Comité Scientifique

Cette partie est consacrée à l'appréciation de l'efficacité des interventions de suivi et d'encadrement offerts par le CS, ainsi qu'à quelques suggestions pour les améliorer.

Effectif du CS

Le CS est composé de 6 membres permanents et l'objectif est d'accroître cet effectif à un maximum de 10 membres. Pour l'atteindre, des efforts ont été déployés de façon permanente pour attirer de nouvelles recrues sur le CS, notamment africaines. Malheureusement, ces efforts n'ont pas été fructueux et la composition du CS n'a changé depuis les deux dernières années.

Cet effectif est manifestement très réduit, d'autant qu'une vingtaine de nouvelles propositions de recherche sont soumises chaque année au Secrétariat. Il devient de plus en plus évident qu'un effectif de 6 membres est insuffisant pour répondre, de manière adéquate, aux attentes des chercheurs, surtout qu'ils ne sont pas toujours présents et que le taux de présence dépasse à peine 50%. A titre de comparaison, l'Advisory Committee du CREA comptait, en avril 1994, une quinzaine de membres.

Pourtant, plusieurs noms étaient cités dans les réunions du CS, à chaque fois que la question de la consolidation du CS était évoquée, de nombreux contacts étaient entrepris et des compétences africaines étaient invitées aux assemblées, mais aucune n'a été retenue. Cela signifie-t-il que les expertises capables de jouer le rôle des membres du CS et d'appuyer, de manière satisfaisante les chercheurs, soient rares ?

En fait, un début d'explication à cette situation réside, semble-t-il, dans la grande rigueur observée dans la sélection des membres susceptibles de rallier le CS. Rappelons tout d'abord à cet égard que les critères sous-jacents au choix des membres du CS ne sont pas véritablement définis et le manuel des procédures ne les mentionne pas explicitement. D'un commun accord cependant, une triple exigence était formulée, à savoir une base solide dans le domaine de la science économique, une bonne connaissance du milieu de la recherche économique et une relative disponibilité.

Dans la pratique, un autre critère a fini par être privilégié, tout en maintenant les autres, à savoir les publications des personnes pressenties. Ces critères de sélection gagnent-ils à être revus au profit d'une plus grande flexibilité dans le choix des compétences. Donner, par exemple, une extrême importance au nombre d'articles et d'ouvrages publiés n'est pas forcément le meilleur des critères et pourrait réduire substantiellement les chances d'attirer des expertises, encore jeunes et en début de carrière, mais pouvant constituer valablement un apport enrichissant aux chercheurs et au CS. Le sentiment est que, en voulant ne garder que les meilleurs, le CS a eu du mal à attirer de nouvelles compétences et enrichir ses rangs.

Profil du CS

Le choix des membres du CS est fait en fonction de leur notoriété, mais aussi de leurs domaines d'expertise, dans la mesure où ils sont appelés à appuyer les chercheurs sur des thématiques et des méthodologies diverses. Les compétences du CS n'ont apparemment pas posé de difficulté particulière, leurs profils couvrent les différents thèmes d'étude des chercheurs et ces derniers trouvent généralement auprès d'eux l'appui sollicité.

Composition géographique du CS

Pour ce qui est de la présence africaine sur le CS, il n'a pas été fixé de proportion ni de règle particulières mais le principe adopté est de retenir toute compétence africaine répondant aux critères de sélection. Actuellement, la répartition géographique du CS est la suivante: 2 du Canada, 1 d'Afrique de l'Ouest, 1 d'Afrique du Nord, 1 des USA et 1 de France. Avec une telle structure, la présence africaine sur le CS est relativement limitée avec seulement deux africains sur un total de six. Ce constat traduit un déséquilibre géographique dans la composition du CS. Une telle situation pourrait s'expliquer aisément par les mêmes raisons évoquées à la section précédente sur la faiblesse de l'effectif du CS. Elle est cependant plus délicate concernant la présence africaine dans la mesure où elle est de nature à heurter la sensibilité des chercheurs africains qui ne voient pas de raison valable à la faible proportion des expertises africaines, relativement à celles d'autres régions du monde.

D'ailleurs, une demande, explicitement exprimée par les chercheurs, est de renforcer l'effectif du CS en mettant l'accent sur les africains. L'argument revenant le plus souvent fait valoir que les personnes ressources africaines compétentes présentent des avantages dans la connaissance du contexte économique africain et ses problèmes.

Assiduité du CS

La présence des membres réguliers du CS connaît une courbe descendante. Une seule fois, en décembre 1993, les 7 membres avaient pris part à la réunion du CS. A celles de décembre 1994 et juin 1995, 5 membres sur 7 étaient présents, ce qui était considéré comme une bonne performance, compte tenu de leurs charges respectives. A l'assemblée de décembre 1995, la situation s'était quelque peu compliquée, en raison de l'absence de la plupart des membres du CS, à tel point que, le quorum n'étant pas atteint, le CS s'était réuni en formation restreinte et s'était abstenu de prendre des décisions. La situation ne s'était pas améliorée à l'assemblée de juin 1996, avec seulement 3 membres présents sur les 6 potentiels¹.

Quand cela est possible, des personnes ressources sont invitées afin de disposer d'un appui complémentaire et combler, tant soit peu, l'absence des membres réguliers. Le taux de présence, effectifs des présents rapporté à l'effectif total, connaît une évolution décroissante, passant de 100% en 1993 (7/7), à 70% en décembre 1994 et juin 1995 (5/7), 43% en décembre 1995 (3/7) et à 50% en juin 1996 (3/6), pour un quorum de 4/7.

Bien que ce taux se soit relativement amélioré, comparativement au CS de la phase I, il demeure cependant faible et crée, à la longue, plusieurs inconvénients au niveau de la qualité des interventions du RPI. Le premier tient à la non réalisation du quorum, privant le CS, organe de décision pour les affaires scientifiques, de son rôle d'instance suprême dans la prise de décision et l'examen des questions, parfois cruciales, liées à la vie du RPI et l'évolution de la recherche. Le second a trait au mécanisme d'évaluation et de suivi des projets de recherche dans la mesure où l'appréciation des travaux est concentrée sur les membres présents. En outre, les chercheurs ne profitent pas pleinement de l'expertise potentielle du CS en raison de leur nombre réduit.

¹ Un des membres du CS est décédé en janvier 1996.

Cette situation se répercute aussi sur le rôle des comités techniques qui rencontrent individuellement les équipes de recherche et discutent avec elles, de façon plus directe qu'au cours des débats des assemblées générales, de leurs projets, de leurs problèmes et de la poursuite des études en cours. Il est évident que, là aussi, plus réduit est le nombre des présents, moins facile sera la tâche des comités techniques.

Une faible présence aux réunions du CS rend également difficile la répartition des travaux de recherche pour un suivi continu extra-assemblées, d'autant qu'il a été décidé que chaque projet devait être suivi par un membre du CS, chargé de la décision sur la suite à donner aux projets, et par une personne ressource, pour avis.

Du côté de la publication, il est clair que les performances dans ce domaine sont en étroite corrélation avec l'assiduité et l'implication effective des membres du CS dans le processus mis en place.

Enfin, l'absence répétée des membres du CS est de nature à entamer la crédibilité du RPI, en particulier auprès des chercheurs qui remarquent, réunion après réunion, le nombre réduit des personnes chargées de les encadrer et de les appuyer dans l'avancement et l'évaluation de leurs projets. D'autant que les chercheurs accordent une grande importance aux avis et observations des membres du CS. Plus ces derniers sont nombreux, et plus les chercheurs ont la chance de pouvoir discuter de leurs difficultés dans l'évolution de leurs études et débattre de telle ou telle opportunité d'orienter les projets vers de nouvelles thématiques et méthodologies de recherche.

Des suggestions pour améliorer l'efficacité du CS

Une première possibilité de renforcer l'effectif du CS serait d'engager une action plus agressive et redoubler d'effort pour identifier et recruter de nouvelles compétences.

Une seconde serait de reconsidérer le système actuel des incitations accordées aux membres du CS pour les tâches réalisées dans le cadre de l'appui aux chercheurs. Rappelons à cet égard que les honoraires CS sont actuellement de 1000 US\$ qui s'ajoutent à une prise en charge des frais de transport et d'hébergement et à des per diems d'environ 50 US\$/jour. On pourrait penser à des primes proportionnelles au travail fourni, en dehors des réunions semestrielles, pour assurer le suivi de certains projets, finaliser certains rapports ou aider les chercheurs à ficeler leurs propositions de recherche. D'ailleurs, une telle formule existe déjà à l'institution d'appui scientifique qui octroie 100 dollars canadiens aux personnes chargées de commenter des projets et rapports de recherche.

✓ Un essai de comparaison avec les incitations financières offertes dans les autres institutions suggère cependant que le problème fondamental serait ailleurs. Au plan des compétences, et bien que la couverture actuelle soit relativement satisfaisante, il serait souhaitable de chercher à la diversifier davantage, surtout si le RPI compte élargir les domaines de ses interventions et les chercheurs celui de leurs investigations.

Quant à la présence africaine, il est impératif que plus d'africains soient intégrés dans le CS. Des efforts seront également orientés auprès de la diaspora.

3 - Interventions du Conseil d'Administration

L'implication du CA et les relations du RPI avec les donateurs suscite les remarques suivantes :

- Elle est généralement insuffisante, dans la mesure où le CA ne s'est réuni que 4 fois depuis sa mise en place en 1993, la périodicité de ses réunions ne dépasse pratiquement pas une fois par an alors que le rythme des rencontres des chercheurs et du CS a doublé avec des réunions devenues semestrielles.
- Avec une telle assiduité, le CA donne l'impression d'avoir plus ou moins bien fonctionné depuis qu'il a été constitué. De l'avis de son président, les raisons tiendraient à la représentation d'un des bailleurs de fonds qui ne s'était concrétisée qu'en juin 1995 ainsi qu'à des aspects liés à la gouvernance du RPI.
- Le CA était absent à des moments cruciaux de la vie du RPI, alors que de nombreuses décisions importantes devaient être prises, comme ce fut le cas en décembre 1995, quand des questions telles que le recrutement du nouveau coordonnateur ou la désignation des évaluateurs pour l'évaluation externe des activités de la phase II.
- L'absence des membres du CA engendre souvent des problèmes de quorum. Situation qui a entraîné, en pratique, une délégation de pouvoir au président du CA et abouti à une grande implication du CRDI dans la vie du RPI. Cette institution a été ainsi amenée à jouer un rôle central dans la vie du CA et, par conséquent, dans celle du RPI.
- Au plan des contributions financières des donateurs, le RPI enregistre avec satisfaction l'option de modifier le calendrier des versements des fonds à sa disposition. En retenant la formule des prévisions pour tout le semestre suivant la date de dépôt des rapports financiers, l'espoir du Secrétariat est d'éviter de faire face à des difficultés financières causées par les retards dans les transferts de fonds.

4 - Interventions des personnes ressources

Rappel du rôle des personnes ressources

Pour consolider l'appui à la recherche et renforcer l'évaluation des projets et des rapports, le Secrétariat invitait, à chaque fois que cela était possible, un certain nombre de personnes ressources aux assemblées générales. Ces personnes ressources participaient aux assemblées et comités techniques et jouaient un rôle non négligeable dans l'appréciation de la recherche. Les tâches attendues des personnes ressources invitées ainsi que les conditions matérielles de leur participation se résument comme suit :

- participer aux travaux des assemblées;
- jouer le rôle de commentateurs principaux des projets et rapports de recherche;
- intervenir sur toute présentation que ce soit de nouveaux projets de recherche ou des rapports, d'étape ou définitifs;
- discuter avec les chercheurs de l'évolution de leurs projets et des difficultés rencontrées dans leur exécution;
- assister aux comités techniques chargés de l'évaluation des présentations des chercheurs;

- contribuer aux recommandations faites au CS pour l'aider dans ses décisions sur les projets et rapports de recherche;
- garder le contact avec le Secrétariat et assurer le suivi effectif des projets et rapports de recherche entre les assemblées;
- commenter les nouvelles propositions de recherche qui leur sont soumises par le Secrétariat;
- préparer, le cas échéant et à la demande du Secrétariat, des exposés à l'intention des chercheurs sur des thèmes en relation avec leur compétence et expérience;
- animer, éventuellement, des journées de formation; et
- de manière générale, réaliser toute activité compatible avec leur statut et de nature à aider les chercheurs dans l'exécution des projets et la finalisation des rapports de recherche.

La prise en charge de leur participation comprend un billet aller-retour, les frais d'hébergement, des perdiems selon le barème en vigueur, des honoraires de 500 US\$ et, en cas d'animation d'une journée de formation, des frais de préparation des exposés à raison de 200 US\$ par jour, avec un maximum de 5 jours.

La difficulté principale sur ce point porte sur le nombre réduit de fois que les mêmes personnes ressources ont eu à intervenir, ce qui a souvent induit de grandes variations dans les recommandations et suggestions faites aux chercheurs.

Suggestions pour améliorer l'efficacité de leurs interventions

Deux mesures pourraient améliorer la situation et impliquer plus énergiquement les personnes ressources:

- constituer un groupe permanent de personnes ressources qui prendraient part, de manière continue, aux assemblées et aux comités techniques et qui seraient assez disponibles pour être sollicitées entre les assemblées, à chaque fois que le Secrétariat le jugera utile;
- envisager la possibilité d'instituer des incitations en fonction des travaux effectués et de l'encadrement fait auprès du Secrétariat ou directement aux chercheurs, indépendamment des honoraires ordinaires et selon des modalités s'inspirant de celles proposées plus haut pour les membres du CS.

5 - Interventions de l'institution d'appui scientifique

L'institution d'appui scientifique réalise de nombreuses tâches :

- rédaction de commentaires sur les projets et rapports de recherche;
- recherches bibliographiques;
- préparation de matériel scientifique: fiches techniques, logiciels, manuels, recueils...;
- organisation et encadrement des stages de formation;
- participation aux assemblées générales du RPI;
- identification de nouvelles personnes ressources.

Les activités de cette institution ont toujours été appréciées par les chercheurs qui ne tarissent pas d'éloge vis-à-vis d'elle. Le Secrétariat ne fait pas exception et estime cette activité d'un apport bénéfique au RPI, il souhaiterait cependant évoquer quelques points à l'occasion de cette auto-évaluation :

- envisager une formule qui améliorerait le processus des commentaires des travaux de recherche, en offrant notamment ces commentaires avant, et non après, les assemblées, afin de permettre au Secrétariat d'en tenir compte au moment de faire part aux chercheurs des décisions et recommandations du CS. Cela aura également l'avantage d'éviter des signaux contradictoires aux chercheurs. La mise en oeuvre de cette mesure nécessitera néanmoins que les propositions parviennent à temps. Ce qui n'est malheureusement pas le cas actuellement.

- examiner l'opportunité de diversifier les sources d'appui scientifique et engager une exploration visant à identifier d'autres institutions d'appui, tout en gardant un statut particulier d'institution principale au CREFA;

- réduire les coûts de certaines activités liées à l'appui scientifique; notamment par une exploitation judicieuse des bibliothèques africaines.

6 - Interventions du CODESRIA

Le CODESRIA est l'institution d'accueil du RPI. A ce titre, le RPI est un projet du CODESRIA avec un statut particulier car, comparativement à la majeure partie des projets du CODESRIA, le RPI a ses propres organes (CS, CA, Institution d'Appui). Cette situation présente des avantages et des inconvénients :

- Cet arrangement permet au RPI de bénéficier des services suivants : les services administratifs (comptabilité, photocopie, courrier...), d'utiliser les locaux du CODESRIA, de bénéficier de l'accord de siège liant le CODESRIA et le Gouvernement du Sénégal, ce qui lui permet de jouir du statut diplomatique et lui donne le privilège d'acquérir des fournitures, du mobilier et divers équipements de toutes sortes, en franchise des droits de douane et des taxes intérieures sénégalaises.

- Grâce à son appartenance au CODESRIA, le RPI a la possibilité de jouir des économies d'échelle, d'autant que le Secrétariat a toujours fonctionné avec un maximum de trois personnes.

- Un des avantages Les plus importants, et qu'il y a lieu de reconnaître au CODESRIA, est d'avoir, à d'innombrables reprises, préfinancé de nombreuses activités du RPI qui auraient pu, à un certain moment, être arrêtées. De telles circonstances arrivaient à chaque fois que les fonds disponibles au RPI mettaient beaucoup de temps à arriver, et tout particulièrement au tout début de la seconde phase II, en 1994.

- Du côté des inconvénients, il faut souligner que, pendant des années, les performances du RPI ont souffert de quelques problèmes spécifiques au CODESRIA, notamment la faible qualité des services administratifs. Par moment, il y a eu des attitudes qualifiables de manque d'intérêt de la part du personnel et responsables du CODESRIA quand il s'agissait d'exécuter des tâches provenant du RPI. Une telle situation a entraîné des délais et parfois des retards considérables dans certaines activités du RPI, notamment pour ce qui touche le transfert des subventions aux chercheurs, la préparation des chèques pour le paiement de l'institution d'appui extérieur ou l'impression des rapports de recherche en DT ou DS.

- Les responsabilités respectives du Secrétaire Exécutif du CODESRIA et du coordonnateur sont mal définies. Particulièrement, il n'est pas clair qui des deux est l'ordonnateur des fonds. Le coordonnateur répond devant le CA de l'utilisation des fonds; mais pour certains problèmes relatifs à cette utilisation des fonds, les questions sont traitées directement entre le CRDI et le Secrétaire Exécutif. Il est nécessaire de lever toute équivoque sur ce point.

Tant que certains problèmes internes au CODESRIA ne seront pas réglés, il sera difficile au RPI d'améliorer certains aspects de ses performances.

II - RECHERCHE ET POLITIQUE ECONOMIQUE

Les relations entre les chercheurs et l'administration ont rarement donné lieu à une coopération franche. De nombreux griefs sont exprimés de part et d'autre, et ceux faits à l'encontre du milieu de la recherche économique reprochent aux chercheurs:

- d'être souvent très théoriques dans leurs démarches et dans la manière de traiter les problèmes;
- de manquer de réalisme et d'être souvent déconnectés de la réalité économique de leurs pays et insuffisamment au fait de leurs contextes socio-économiques;
- d'avoir une idée souvent tronquée des vrais problèmes de leurs sociétés, à force de s'isoler dans des tours d'ivoire;
- d'entreprendre des études traitant de sujets souvent sans lien avec les préoccupations des pouvoirs publics et finalement peu utiles aux preneurs de décision;
- de préconiser des recommandations souvent difficiles à mettre en application et manquant de pertinence compte tenu des spécificités des économies africaines;
- de ne pas faire l'effort de vulgariser les conclusions de leurs études ni de se rapprocher des responsables nationaux de la politique économique;

Tous ces arguments n'ont pas facilité l'insertion des chercheurs dans le milieu décisionnel et n'a pas favorisé le dialogue. Les chercheurs du RPI n'échappent pas à la règle, raison pour laquelle il est impératif de réfléchir aux voies et moyens à mettre en oeuvre pour modifier, un tant soit peu, cette attitude et identifier des actions susceptibles d'instaurer et de renforcer la confiance et l'échange des points de vue avec l'administration économique. Des efforts ont cependant été fournis par le RPI pour casser cette barrière et jeter les bases d'une collaboration entre les chercheurs et l'administration économique de leurs pays :

- Dès la création du RPI, en effet, l'option était de constituer des équipes composées aussi bien de chercheurs "académiques" (facultés et centres de recherche) que de responsables de politique économique, en provenance d'administrations techniques (Ministères de l'économie, des finances, de l'industrie, du commerce, du plan).

- Ensuite, de par sa thématique générale et des thèmes sous-jacents, le RPI a initié des sujets de recherche de nature pragmatique, en relation directe avec les préoccupations de politique économique telle l'évaluation des incidences des réformes engagées par les gouvernements dans le cadre des programmes d'ajustement structurel (tarifs douaniers, modification des régimes fiscaux, libéralisation économique...).

Au delà de ces critiques, une difficulté supplémentaire se situe au niveau de la vulgarisation des résultats des recherches et l'identification des canaux de transmission des recommandations de politique économique des études réalisées. Là, l'effort ne semble pas être fait pour sensibiliser le milieu administratif, et le RPI a laissé aux chercheurs le soin d'assurer la diffusion des études. Il faut être conscient, à cet égard, que ce qui est réalisé par le RPI en matière de publication est insuffisant et ne peut combler cette lacune. Un travail en direction des décideurs devrait être tenté, notamment en préparant une documentation spéciale synthétisant les rapports et les rendant plus accessibles, pouvant facilement être digérés par des non initiés.

En outre, d'autres suggestions peuvent être faites dans le souci de faire parvenir les résultats de la recherche aux décideurs et de contribuer à réduire, sinon éliminer, le fossé qui sépare les chercheurs et les responsables de la politique économique :

- élaborer des brochures résumant l'essentiel des rapports de recherche et leurs conclusions et les mettre à la disposition de l'administration;

- envisager une formule de séminaires de vulgarisation des objectifs des projets engagés et de dissémination des résultats des études achevées. Les modalités concrètes de cette option restent à préciser, soit au niveau des chercheurs eux-mêmes qui organiseraient des ateliers d'information à l'intention de leurs administrations respectives, soit au niveau du RPI qui inviterait l'administration pour discuter d'un thème donné;

- susciter, dans la mesure du possible, des projets de recherche collaboratifs avec l'administration sur les préoccupations de l'heure dans le domaine économique (impact des réformes et des mesures décidées sur un aspect donné, évaluation des répercussions socio-économiques des ajustements engagés...)

- faire participer l'administration aux assemblées générales et aux débats sur les rapports de recherche définitifs et leurs conclusions.

III - EFFICACITE DE LA RECHERCHE ET DES CHERCHEURS

Dans le rapport technique soumis aux bailleurs de fonds au terme de la phase I, les deux observations suivantes étaient mentionnées :

"Des projets de recherche souvent longs à se concrétiser : les projets de recherche ont pris plus de temps que prévu, à cause notamment de la difficulté observée chez de nombreux chercheurs à mettre au point des propositions de recherche qui soient facilement acceptées. Il n'était pas rare qu'une même proposition soit examinée deux ou trois fois avant de prétendre à une version décrivant de manière satisfaisante la problématique et les questions de recherche.

Cadence d'élaboration des rapports: la faible cadence d'achèvement des rapports et leur nombre, relativement réduit au regard de la prolongation de la phase I, constituent sans doute une insuffisance de cette phase"

Ces observations trouvaient leur origine dans le niveau élevé des taux de rejet des propositions de recherche soumises au RPI et dans les délais, assez longs parfois, requis pour finaliser les rapports. Si l'on considère cette période comme référence, il est indéniable que plusieurs améliorations étaient enregistrées depuis :

- D'abord, au niveau des taux de rejet des propositions de recherche. Ces taux, mesurant la proportion des projets non acceptés dans le total des projets soumis, se situent, en juin 1996, autour d'une moyenne de 49%, avec 65 projets rejetés sur un total de 134. Même si ce taux paraît encore assez élevé, il est rassurant d'observer qu'il a suivi une courbe décroissante tout au long de la période allant du démarrage du RPI en 1989 à fin juin 1996. En effet, en considérant son évolution dans le temps, cette proportion était de 85% en 1989 et n'a pas cessé de diminuer, globalement, à l'exception de la pointe de 61% en 1993, en passant à 47% en 1990, à 25% en 1991, 45% en 1992, 22% en 1994, 47% en 1995 et 29% au premier semestre 1996 (tableau 1). Même si cette proportion demeure élevée pour quelques équipes, du Sénégal (75%) et du Mali (62%) par exemple, l'essentiel est de constater que, de manière générale, la tendance est vers la baisse, ce qui est interprété comme le signe d'une plus grande maturité des chercheurs dans la capacité d'élaborer des projets mettant moins de temps que par le passé pour être acceptés.

- Ensuite, au niveau des délais de gestation des rapports. Contrairement à la phase I où pratiquement aucune contrainte n'était explicitement fixée quant à la durée d'exécution des projets de recherche pouvant aller jusqu'à 24 mois, l'institution du cycle annuel de recherche en phase II a joué en faveur d'une réduction sensible des délais d'exécution des rapports et d'une augmentation du nombre de rapports acceptés et éligibles à la publication.

Malgré l'amélioration des performances globales des chercheurs, il reste que certains rapports de recherche ont mis et continuent à mettre beaucoup de temps pour être finalisés et acceptés. Le tableau 2 fait ressortir une durée d'exécution des rapports d'environ 15 mois en moyenne contre une moyenne de l'ordre de 9 mois prévue à la signature des contrats de subvention (y compris les préfinancements nécessitant en moyenne 3 à 4 mois). Ce qui signifie un délai supplémentaire, écart entre les durées contractuelle et réelle, de 6 à 7 mois, pour confectionner des versions définitives des rapports. En fait, cette estimation n'est que globale et cache une grande disparité entre les pays et les équipes, pouvant aller jusqu'à 20 mois pour le Congo et Togo et 14 mois pour le Burkina Faso, voire plus pour d'autres (tableau 3). Ces chiffres mettent en évidence l'étendue des difficultés des chercheurs à réviser leurs rapports pour les rendre conformes aux recommandations des personnes ressources.

✓ Sur un autre plan, notons que, de façon générale, la plupart des chercheurs observent les engagements pris lors de la signature des contrats et se conforment aux règles d'usage tout au long de l'exécution des projets. Il est arrivé cependant que certains aient failli aux engagements et abandonné leurs projets en cours de route, que d'autres n'aient pas entamé les projets pour lesquels ils avaient reçu les premiers fonds, ou, enfin, que d'autres soient d'une susceptibilité excessive à cause d'un classement de leurs propositions de recherche ou rapports non conforme à leur attente. Toujours est-il que ces exceptions ne constituent finalement qu'une faible catégorie qui se perd dans une majorité de chercheurs sérieux.

Une des raisons évoquées pour justifier le manque d'efficacité de certains chercheurs tient au fait qu'ils sont jeunes et encore sans grande expérience de recherche économique. C'est un argument de taille qu'il y a lieu de prendre en considération quand on est tenté de comparer le rendement du RPI à celles d'autres institutions. C'est effectivement un fait, que de nombreux chercheurs ont rejoint le RPI juste en sortant de l'université avec un doctorat 3^e cycle. En plus, ayant suivi des études supérieures dans des universités européennes, notamment françaises, plusieurs n'étaient pas convenablement préparés à la recherche. Un autre facteur ayant joué dans le même sens concerne la pauvreté de l'environnement de la recherche économique en Afrique francophone, à quelques rares exceptions. Du coup, les chercheurs n'étaient pas très stimulés à faire de la recherche et un des acquis indéniables du RPI est d'avoir donné l'opportunité, surtout à cette catégorie de chercheurs, de faire de la recherche et de mener des études utiles.

Malgré ces difficultés, le niveau des chercheurs s'est sensiblement amélioré au fil des années, les anciens font preuve d'une plus grande maturité dans leurs interventions et les nouveaux mettent moins de temps pour finaliser leurs projets. Il est possible cependant de préserver les acquis et d'améliorer les performances des chercheurs à travers les actions suivantes, entre autres :

- consolider la stratégie de formation en fonction des besoins (formation complémentaire spécifique selon les besoins réels des chercheurs);
- augmenter le nombre des journées de formation;
- compléter la formation par la formule des ateliers méthodologiques;
- donner aux chercheurs l'opportunité de participer aux manifestations internationales et aux réunions des institutions de recherche de la région; et
- assister les chercheurs dans l'amélioration de la qualité de leurs publications.

IV - PUBLICATION DES TRAVAUX DE RECHERCHE

La publication et diffusion des travaux de recherche et la dissémination des résultats des études réalisées constituent une priorité majeure du RPI. Vers la fin de la première phase déjà, cette préoccupation avait pris une place prépondérante, du fait qu'un certain nombre de rapports étaient achevés et éligibles à la publication. Depuis le début de la seconde phase, la réflexion a été engagée sur la nécessité d'élaborer une stratégie viable dans ce domaine et d'identifier les modalités pratiques à mettre en place pour atteindre les objectifs fixés. L'importance accordée à la publication se justifie à plusieurs égards, autant pour les chercheurs que pour le RPI. Pour les chercheurs :

- * La publication est un facteur essentiel de valorisation de leur travail, elle les stimule, les encourage dans l'effort et leur procure une satisfaction personnelle;
- * Elle constitue aussi un vecteur important pour les faire connaître auprès de la communauté nationale, régionale et internationale de recherche économique et contribue fortement à réduire l'isolement dans lequel se débattent certains d'entre eux, en particulier les plus jeunes. C'est souvent le seul moyen à leur disposition de se découvrir mutuellement, d'échanger les points de vue et de révéler leurs préférences en matière de recherche;
- * C'est aussi un élément non négligeable pour l'avancement de la science économique et la diffusion des nouvelles idées et techniques économiques;
- * En propageant les conclusions et recommandations de politique économique issues des

travaux de recherche, la publication est un facteur privilégié de rapprochement entre le milieu de la recherche et les décideurs en matière économique. Doublée d'une politique adéquate de diffusion, elle jette un pont entre les chercheurs (majoritairement des universitaires) et les administrations de leurs pays;

- * La publication est un élément crucial dans la carrière de nombreux chercheurs;
- * Enfin, et non des moindres, la publication est l'image de marque d'une institution de recherche et joue un rôle essentiel dans la consolidation de sa crédibilité sur la scène nationale, régionale et internationale.

A ces éléments, il convient, au niveau du RPI en tant qu'institution, de considérer qu'un objectif majeur est de nourrir les débats de niveau élevé dans la société. Il est important alors de faire connaître au public le plus large possible les principaux résultats issus de son programme de recherche dans son ensemble.

Pour ces raisons, et sûrement d'autres, la publication est qualifiée de vitrine de la recherche et constitue le couronnement d'un effort. Qu'en est-il de cette composante au niveau du RPI, quelle évaluation faire des actions entreprises dans ce domaine, quelles sont les forces et faiblesses de la stratégie suivie par le RPI, quel constat faire de la situation et quels correctifs proposer pour en améliorer l'efficacité, autant de questions auxquelles les développements suivants essaieront d'apporter des éléments de réponse.

Une première étape de l'évaluation en la matière sera consacrée à un constat de la situation, à travers, notamment, quelques données chiffrées qui quantifieront les performances du RPI dans ses activités de publication. Une seconde esquissera un diagnostic et s'attachera à identifier les raisons susceptibles d'expliquer les performances observées, en faisant, en particulier, un survol historique du processus en place; et une dernière formulera quelques orientations visant à améliorer le mécanisme en vigueur.

1 - Performances et constat

Publication en Documents de Travail (DT)

Depuis le démarrage du RPI et jusqu'à fin juin 1996, quarante neuf (49) contrats de subvention étaient signés et autant de projets de recherche engagés, exception faite des préfinancements servant à parfaire les versions préliminaires des propositions de recherche. Seize (16) d'entre eux sont en cours d'exécution, soit 33 % du total, et donneront lieu à des rapports dans un avenir proche. A l'exclusion de deux projets (2) qui n'ont pas abouti, abandonnés en cours de route pour diverses raisons, on compte trente et un (31) rapports de recherche achevés et acceptés par le CS, 63 % de l'ensemble.

L'évolution, dans le temps, du nombre de rapports acceptés et susceptibles d'être publiés se présente comme suit : trois (3) en 1991, cinq (5) en 1992, deux (2) en 1993, huit (8) en 1994, neuf (9) en 1995 et quatre (4) en 1996. Leur diffusion se fait à travers la série des "Documents de Travail" (DT). Sur les trente et un (31) rapports définitifs, cinq (5) ont déjà fait l'objet d'une publication en DT au 30 juin 1996, d'autres sont à l'étape finale du processus d'édition et d'impression et sortiront bientôt.

Le premier rapport était publié en mai 1995 et distribué à l'assemblée de juin 1995, le second en août 1995 et les trois derniers en novembre de la même année. Ils étaient tirés à trois cents (300) exemplaires diffusés auprès des chercheurs et institutions de recherche en Afrique et en dehors du continent.

Publication dans d'autres canaux

Les travaux du RPI incluent également les **fiches techniques** et autres **exposés** présentés aux Assemblées Générales. Ces travaux sont publiés dans la série des "**Documents Spéciaux**" (DS) qui comprend :

- * des études commanditées auprès des personnes ressources;
- * des exposés demandés aux personnes ressources et présentés en AG;
- * des communications présentées par les personnes ressources aux journées d'étude;
- * des présentations des personnes ressources aux ateliers méthodologiques;
- * des fiches techniques des personnes ressources;
- * des reproductions des articles publiés dans des revues.

Le Secrétariat se charge de la gestion du processus de production et distribution des DS, en collaboration avec le service d'édition du CODESRIA.

En outre, le RPI a publié, depuis mars 1995, un bulletin d'informations semestriel. En plus d'informations diverses, ce bulletin contient des résumés des travaux récemment complétés par les chercheurs du RPI, avec un accent appuyé sur les enseignements de politique économique.

Des chercheurs isolés ont utilisé les travaux du RPI, soit dans leurs activités courantes soit pour faire des publications dans des revues professionnelles ou dans la presse locale.

Le constat ainsi fait, il est utile de se poser la question de savoir pourquoi de telles performances, quel diagnostic faire de cette situation, quelles sont les raisons qui pourraient la justifier et quelles actions entreprendre pour dynamiser cette composante des activités du RPI et améliorer sa capacité à valoriser ses travaux.

2 - Diagnostic

Plusieurs raisons sont à l'origine de cette situation, on tentera de fournir quelques éléments de réponse et de faire le point des difficultés rencontrées, des forces et des faiblesses du processus actuel.

C'est en 1993 que les aspects de publication et diffusion des rapports étaient soulevés pour la première fois, d'abord, parce qu'une dizaine de rapports étaient achevés et évalués positivement par le CS, ensuite, parce que tout le monde était convaincu de la nécessité d'une telle opération.

Pour définir les grandes lignes d'une stratégie de publication de long terme, apprécier les avantages et inconvénients des options existantes et identifier les orientations et les voies pour y parvenir, le RPI a fait appel à une consultante, sur la base de termes de référence prévoyant d'évaluer les opportunités offertes par le CODESRIA, de faire le point des alternatives

(monographies, articles, ouvrages), d'apprécier les modalités pratiques (délais, clientèle, coût), de s'enquérir de l'infrastructure existante et de la manière de les utiliser au mieux. Un contrat fut signé en novembre 93 et la consultante devait assister à l'AG de décembre pour prendre contact avec les chercheurs et entamer ses investigations. Malheureusement, elle n'a pu, pour des raisons personnelles, y participer.

En décembre 93, le consensus dégagé par le CS a considéré que i) la publication des rapports de recherche devait être perçue comme une incitation aux chercheurs devant les conduire progressivement vers une plus grande maturité dans ce domaine, et ii) une première étape du processus devait couvrir la publication des meilleurs rapports en DT, après une sélection des rapports acceptés. Les DT avaient pour objectif de i) diffuser les résultats, conclusions et recommandations de politique économique des études appuyées par le RPI; ii) instituer un débat constructif et susciter les réactions des chercheurs africains et non africains aux conclusions des études, iii) stimuler la réflexion dans le domaine de la science économique, iv) favoriser la confrontation et l'échange des points de vue et des expériences et v) contribuer à la consolidation de la recherche économique. Une seconde étape devait être la publication dans une série de Research Papers (RP).

Des procédures pratiques étaient mises en place, notamment la création de comités de publication (CP) chargés de la sélection des rapports en vue de leur publication en DT. L'option retenue était que cette étape ne nécessitait pas de travaux d'édition ni d'impression et devait responsabiliser fortement les auteurs des rapports. Ces comités devaient également décider de la soumission des rapports à une évaluation externe, préalablement à leur sortie en RP. Trois (3) CP étaient créés, composés de deux (2) membres du CS. Les groupes retenus étaient: i) protection, incitation et avantage comparatif; ii) modélisation et iii) productivité, compétitivité et performances économiques. En résumé, le processus retenu se basait sur 3 composantes :

- * sélection, parmi les rapports acceptés par le CS, de ceux publiables en DT;
- * nécessité d'une évaluation externe pour la publication en RP;
- * publication, dans des revues de renom, d'articles issus des travaux de recherche avec responsabilisation des chercheurs à qui il reviendra d'explorer les opportunités et de se plier aux exigences d'usage dans le domaine.

Suite au retard pris dans la concrétisation de la mission de consultation sur la stratégie de publication, une liste des rapports achevés en première phase, accompagnée de commentaires et suggestions était transmise aux CP. Deux (2) réponses seulement ont été cependant reçues par le Secrétariat et seuls quatre (4) rapports sur les huit (8) envoyés ont bénéficié de commentaires.

La réflexion sur les procédures pragmatiques de publication avaient continué par la suite, c'est ainsi qu'il a été entendu que :

- * les chercheurs devaient être sollicités pour exprimer leur accord écrit pour la publication de leurs travaux,
- * au chapitre de l'édition, le Secrétariat avait suggéré de la confier à un professionnel qui pourrait se faire assister par le CODESRIA.

Les principales conclusions du rapport de consultation, remis en décembre 94, suggéraient i) la création d'une série "Documents de Travail"; ii) la publication d'articles dans des revues internationales réputées; iii) l'exploration de l'opportunité de créer une revue régionale; iv) la rédaction d'ouvrages collectifs sous couvert du Réseau; et v) l'organisation de

séminaires nationaux pour diffuser les résultats des études.

En réaction à ce rapport, le CS a insisté sur la nécessité d'évoluer progressivement et a recommandé de distinguer deux (2) étapes dans le processus : une première, de deux ou trois ans, privilégiant la publication en DT, sous réserve d'un minimum de sélection opérée par les CP; et une seconde couvrant graduellement les autres formes de publication, que ce soit les articles ou les ouvrages collectifs que le RPI publierait à chaque fois que se constituerait une masse critique de rapports et de résultats sur un thème donné.

Pour récapituler, il ressort de ce rappel historique les principales raisons qui expliquent la relative faiblesse des performances en matière de publication des travaux de recherche, à savoir :

- La stratégie de publication a été traitée relativement tard :

* La question de la publication des rapports de recherche n'a été en fait soulevée, la première fois, qu'en 1993. Peut-être qu'une discussion deux ans plus tôt (deux ans après la création du RPI) aurait évité les délais et donné plus de latitude pour remédier aux difficultés rencontrées, notamment au niveau des modalités pratiques du processus mis en place. Même si une masse critique de rapports valablement publiables n'était pas encore constituée à ce moment là, il aurait été utile d'entamer la réflexion sur la stratégie à suivre dès les premières années d'activité du RPI.

* L'option de faire appel à une consultante pour la stratégie de publication a entraîné des retards. D'abord, parce que la consultation a été repoussée en raison de l'empêchement de la consultante de prendre part à l'AG de 93, retardant ainsi le lancement du processus pratiquement d'une année. Ensuite, parce que tous n'étaient pas convaincus de la nécessité d'une telle consultation, ce qui a fait hésiter le Secrétariat un certain temps.

* Il n'y avait pas, à proprement parler, de stratégie de publication claire et définitive. Les développements précédents traduisent bien le fait que la politique suivie en la matière ainsi que les modalités concrètes, avaient pris forme d'une manière discontinue, par à-coups et par touches successives. En outre, les problèmes techniques liés à l'édition et à l'impression des rapports étaient à l'origine de délais supplémentaires.

* Enfin, l'option de publier également les travaux des personnes ressources, comme les exposés aux AG et les fiches techniques, n'a été envisagée qu'en 96.

- Le mécanisme n'a pas été aussi efficace que souhaité :

* Les rapports n'étaient pas toujours d'une qualité aussi satisfaisante qu'on l'aurait souhaité au moment de leur acceptation, plusieurs relectures étaient nécessaires, tant au niveau du coordonnateur qu'à celui du conseiller à la recherche, avant et après transmission aux comités de publication.

* Les CP, certains d'entre eux du moins, étaient aussi à l'origine de retard, dans la mesure où ils n'avaient pas réagi aussi promptement que souhaité, quand ils réagissaient. Peut être aurait-il fallu, là aussi, assortir cette activité de certaines incitations en rapport avec l'effort demandé. Il est, en effet, légitime de penser qu'avec les charges d'enseignement, entre autres,

et un coût d'opportunité élevé, les membres des CP n'étaient pas incités à dégager le temps et l'effort nécessaires pour relire des rapports qu'ils ont déjà évalués une première fois en CS et d'y apporter d'autres commentaires.

- Du côté des chercheurs, le processus a aussi engendré des délais, ne fut-ce que pour donner leur accord pour la publication de leurs rapports. D'ailleurs, rares sont ceux qui avaient répondu à la requête du Secrétariat. Par ailleurs, le fait de disposer de rapports imprimés sans support magnétique (disquette) qui en aurait facilité le traitement, a également constitué une entrave supplémentaire et les chercheurs n'ont jamais été prompts à joindre des disquettes à leurs rapports.

- Les activités d'édition ont été, de leur côté, à l'origine de retards. Le Secrétariat a dû prendre le relais des CP en faisant une seconde lecture des rapports à publier et en y apportant certaines modifications, notamment de forme.

- Enfin, les travaux d'impression n'étaient pas toujours faciles à mener à bon port en raison, souvent, de la charge de travail du CODESRIA et l'impression de ses propres publications.

3 - Suggestions pour améliorer le processus

Tous ces facteurs n'ont pas manqué d'avoir un impact négatif sur les performances du RPI en matière de publication. Cette section est consacrée à quelques recommandations susceptibles de dynamiser le processus et d'améliorer son efficacité. Les points qui seront suggérés renvoient au rôle des CP, à une plus grande implication des chercheurs, à l'activation du processus d'édition, à l'amélioration de l'impression et à l'élargissement de la gamme des produits à publier.

- Rôle des comités de publication

Compte tenu du fait que ces comités n'ont pas joué le rôle attendu d'eux, ils ont été abandonnés. En retour, la procédure d'acceptation des rapports tient compte de la possibilité de publication dans la série DT. Un guide de présentation à l'attention des chercheurs est actuellement en cours de finalisation, couvrant aussi bien des éléments de forme que de fond.

- Activer la procédure d'édition et de production

L'édition des rapports se fera désormais en collaboration avec le CODESRIA et de services extérieurs spécialisés. A terme, le RPI devra se donner les ressources internes pour assurer une bonne partie des activités liées à ce processus. Les tâches à faire actuellement sont:

- * exécution des travaux de formatage des rapports pour la mise sous forme publiable;
- * première lecture par le Secrétariat;
- * seconde lecture et correction par l'éditeur externe;
- * introduction des corrections dans les textes;
- * envoi des versions révisées des rapports aux auteurs pour acceptation des changements proposés;
- * transmission au service d'impression du CODESRIA.

- Elargir la gamme des produits publiables

Afin de pouvoir intéresser toutes les personnes intervenant dans le RPI, d'autres modalités de publication seront envisagées. L'une d'entre elles est la sortie de livres collectifs. Une telle activité peut consister en une collection de rapports sur un thème précis émanant soit d'un ensemble de projets ayant subi la procédure normale, soit un projet conçu au départ avec pour objectif de produire des travaux de comparaison d'expériences de pays. Il est aussi possible que ce soit basé sur un ensemble de plusieurs projets que le même chercheur aura menés dans le cadre du RPI.

Bien que le CODESRIA soit candidat pour publier ces livres, on pourra envisager la sortie par une autre maison d'édition dont le sérieux attestera de la qualité de nos produits. On pourrait également penser à la co-publication avec un centre disposant d'un réseau inter-national de diffusion.

Bien que des idées viendront du Secrétariat, on pourrait (devrait?) encourager un processus plus endogène initié par un membre du CS ou un chercheur "sénior" ou un des centres de recherche avec qui nous aurons des rapports. Il faudra donc former un partenariat entre les chercheurs du RPI, les personnes ressources et les membres du CS, mais aussi entre le RPI et les autres organismes de renforcement de capacité. Il faudra veiller surtout dans chaque cas, à renforcer les liens entre les chercheurs et les centres de décision.

S'agissant du partenariat chercheurs-personnes ressources-CS, il s'agira de faciliter des ouvrages et/ou articles co-produits. Ces productions porteront soit sur des travaux déjà réalisés, soit sur ceux nécessitant de nouvelles recherches. Les travaux d'édition devraient être de niveau suffisamment élevé pour répondre à un besoin de politique économique et éventuellement servir d'ouvrage dans les universités.

Pourvu que le choix soit judicieux, le partenariat dans la recherche et la publication renforcent la crédibilité des résultats. Le RPI entrera en partenariat, en cas de besoin, avec des institutions africaines ou non-africaines avec qui études et conférences seront organisées. Le choix des institutions partenaires sera fonction des thèmes et de la disponibilité des personnes au sein de ces institutions.

Une autre option est faite de conférences organisées par le RPI individuellement ou en partenariat. Celles-ci seraient organisées ou sponsorisées par le RPI, au niveau national, sous-régional ou régional et porteraient sur un des thèmes pertinents au RPI où les papiers présentés sont issus des travaux du RPI mais avec la possibilité que des travaux extérieurs soient très encouragés. Ce serait une manière d'animer un débat, travailler sur la visibilité du RPI et confronter nos méthodologies aux alternatives. Dans le même sens, on encouragera la participation des chercheurs à des conférences dans la région et au niveau international. Une manière de publier et faire connaître le RPI est la présentation des travaux ayant reçu le financement du RPI ou d'une personne ressource ayant publié dans la série des Documents Spéciaux.

En conclusion, le Secrétariat tient à souligner que plusieurs de ces actions ont déjà été entamées et connaissent actuellement un début d'application. Son souhait est qu'elles ne tarderont pas à produire un effet positif, de sorte que le processus permette de publier et de diffuser le plus grand nombre possible de rapports de recherche.

V - GOVERNANCE DU RESEAU

Au cours du CA de juillet 94, une discussion des aspects liés à la gouvernance du RPI avait passé en revue les divers organigrammes envisageables pour régir les relations entre ses partenaires (CA, CS, Secrétariat, CODESRIA). Sans vraiment aboutir à un consensus satisfaisant les parties en présence, il était entendu de mettre en oeuvre "un organigramme triangulaire, dans lequel le Secrétariat sera directement responsable devant le CA pour les aspects administratifs et financiers alors que le CS sera le principal responsable des aspects scientifiques...". En outre, le processus devait se réaliser en deux temps puisqu'il était prévu que "A terme, le RPI pourrait évoluer dans le sens d'un organigramme en L accordant un rôle opérationnel prépondérant au Secrétariat et de conseiller pour le CS".

En fait, cette situation a été depuis le début un pis aller, en raison des divergences de points de vue. D'un côté, le CA privilégiait un organigramme triangulaire, de l'autre, le CS était en faveur d'un organigramme vertical, avec ce que cela impliquait quant aux relations du Secrétariat avec ces deux instances. Sans s'attarder sur ces aspects ni s'étendre sur les particularités des divers organigrammes longuement discutés, il faut mentionner cependant que la situation, telle qu'elle a évolué depuis le début de la seconde phase, a engendré des inconvénients, entre autres :

- la non existence d'un règlement intérieur au RPI, à telle enseigne que les évaluateurs externes n'avaient pas hésité à remarquer qu'à la limite aucune base juridique ne soutenait ses activités. En fait, le manuel de procédures a été discuté à d'innombrables reprises et, à chaque fois, le prétexte d'une modification d'un ou plusieurs détails a été évoqué pour justifier un report de son approbation. La dernière version est la sixième de la série et rien n'indique qu'elle sera approuvée, car, dans la mesure où les points de litige contenus dans ce manuel ne sont pas réglés, il est difficile d'envisager son acceptation définitive, du moins dans le cadre de cette phase des activités du RPI.

- les prérogatives et limites de chaque instance, notamment les relations entre le CA et le CS et la position relative du Secrétariat par rapport à ces deux instances, demeurent encore floues et, faute de règles claires et acceptées une fois pour toute, tout le monde s'est accommodé de pratiques plutôt que de règles.

- aucun document officiel sur le règlement intérieur du RPI n'a été distribué, notamment aux chercheurs et il est quasi certain que ces derniers tiennent le Secrétariat pour responsable de la situation. En fait, il ne faut pas perdre de vue que le manuel des procédures ne contient pas seulement des informations sur les aspects institutionnels et les prérogatives de chaque instance, mais décrit également les procédures qui régissent la vie et l'évolution du RPI et ses relations avec les chercheurs, comme les critères de sélection des propositions de projets de recherche; les engagements que les chercheurs sont appelés à respecter pour la soumission des rapports techniques et financiers; le mode d'évaluation et de distribution des primes de recherche... Le manuel des procédures, initialement destiné à servir de guide aux chercheurs, n'a donc jamais joué le rôle pour lequel il était conçu.

- Un flou subsiste en ce qui concerne l'ordonnateur des fonds du RPI. Est-ce le coordonnateur ou le Secrétaire Exécutif du CODESRIA ?

doc de
ph. II

L'intention du Secrétariat n'est pas de discuter de l'organigramme le mieux adapté au RPI. Mais quel que soit le scénario qui sera définitivement retenu, il devra :

- éviter les lacunes et inconvénients inhérents à la situation actuelle;
- préciser davantage les prérogatives et limites de chaque instance, en particulier les relations entre le CA et le CS;
- assurer une grande autonomie d'action et d'initiative au Secrétariat, en lui donnant tous les moyens de prendre les initiatives qui s'imposent pour tout ce qui touche la vie courante du RPI et la mise en application des décisions et des programmes d'activité.

B - ÉVALUATION PROSPECTIVE DU RPI

De nombreuses activités mises sur pied par le Réseau sur les Politiques Industrielles (RPI), depuis son démarrage en mars 1989, ont connu un succès certain alors que d'autres sont considérées comme des points faibles. L'évaluation en cours se propose de mettre en relief les forces et faiblesses de sa seconde phase et de proposer des orientations pour la poursuite de ses activités.

I - FORCES ET FAIBLESSES DU RÉSEAU

1 - Forces du Réseau

Le RPI, par rapport à d'autres modalités présente des forces que l'on peut regrouper en trois domaines.

1 - Comblant un vide en matière de recherche économique en Afrique de l'ouest et centrale et mettre en place une structure favorisant la production d'une recherche de qualité

* Une des principales réalisations du RPI est d'avoir créé et développé des foyers de recherche et mis en place, de façon viable, une infrastructure de recherche. Au moment de son lancement, le RPI avait pour principale fonction de répondre à ce besoin puisque cette infrastructure était soit carrément inexistante soit jugée particulièrement insuffisante ou mal adaptée aux besoins de la recherche scientifique moderne. L'appui accordé, autant scientifique que financier, a amené les chercheurs, enseignants et économistes africains, à conduire des projets de recherche dans des conditions nettement plus favorables que par le passé. Ces derniers étaient ainsi encouragés à réfléchir aux problèmes économiques de leurs pays respectifs et à élaborer des études pertinentes et susceptibles d'éclairer les décideurs de politique économique.

* Grâce au RPI, de nombreux jeunes chercheurs africains francophones ont été initiés à l'analyse économique à travers l'utilisation d'instruments d'analyse pas facilement accessibles et progressivement assimilés au cours de la réalisation de travaux sur les économies de la région.

✓ * La recherche a été concentrée dans la première phase sur la mesure et l'interprétation des résultats portant sur la politique commerciale. Cette approche a certainement sensibilisé la communauté africaine à des questions majeures relatives à ce sujet. Grâce aux activités menées par le RPI, les notions de protection nominale et effective et de distorsions entre activités sont devenues assez connues parmi les chercheurs de la région.

* Au cours de la seconde phase, il y eu un élargissement des préoccupations des chercheurs associés au RPI, avec une vue plus large et une ouverture en termes de thèmes et d'instruments d'analyse. La problématique du coût de la protection et le thème des réformes de politique commerciale ont été progressivement négligés et l'éventail des sujets de recherche s'est ainsi élargi couvrant, entre autres, la compétitivité, la productivité, les incitations aux exportations et à l'investissement. D'une façon générale, la qualité de l'analyse s'est grandement améliorée, du moins si l'on s'appuie sur la qualité des meilleures contributions et si l'on se fie à la nature des discussions qui prévalaient durant les assemblées générales.

* Une appréciation du chemin parcouru depuis la création du RPI peut se faire sur plusieurs dimensions. Bien que le RPI n'ait pas mis au point une procédure explicite de publication, les travaux générés par la recherche menée au sein du RPI ont facilité la promotion des chercheurs dans leur carrière.

* Le chemin parcouru s'apprécie également à partir de la perception de la recherche en sciences économiques dans la région. Une nouvelle approche économique, quasi absente auparavant, s'était installée progressivement. Il y a eu amélioration des capacités de recherche et un impact positif sur la qualité de l'enseignement grâce à la maîtrise d'outils d'analyse.

En résumé, en 1989, l'analyse des structures de protection était au centre des réformes en Afrique et le RPI s'était focalisé dessus; mais, en raison des conditions initiales, les résultats n'ont été disponibles que tardivement, alors que les priorités avaient changé. L'ouverture thématique et méthodologique, capitalisant sur les capacités travaillant sur la thématique de la protection, permet de faire, actuellement, de la recherche sur des thèmes pertinents pour les économies de la région : compétitivité, productivité, performance des exportations, intégration régionale. D'une façon générale, la qualité de l'analyse s'est grandement améliorée, plus particulièrement celle des projets réalisés récemment.

2 - Réduire l'isolement des chercheurs

Le RPI a constitué un cadre de :

- * contact entre les chercheurs de la région;
- * échange d'expériences et de résultats d'études au sein de la communauté des chercheurs africains;
- * instauration d'un forum de dialogue;
- * promotion d'un esprit de critique mutuelle entre les chercheurs;
- * enrichissement grâce au concours de chercheurs associés à des institutions scientifiques du Nord qui ont apporté une expertise de niveau international.

Le RPI a ainsi fortement contribué à la réduction de l'isolement dont souffraient les chercheurs africains confinés, pour la plupart, à un milieu purement académique qui limitait les opportunités de perfectionnement. Les diverses rencontres organisées par le RPI ont également institué un esprit de critique constructive entre les chercheurs africains, leur facilitant une meilleure insertion dans la communauté internationale.

3 - Création/consolidation des capacités de recherche

* Le RPI a constitué, pour de nombreux jeunes chercheurs francophones, une opportunité pour être en contact permanent et fructueux avec la littérature anglo-saxonne moderne axée sur les instruments d'analyse, les développements purement méthodologiques et l'analyse de problèmes économiques spécifiques.

* Le RPI a amélioré les aptitudes professionnelles des chercheurs africains par la mise en oeuvre d'un programme de formation ponctuelle et de recyclage en relation directe avec les thèmes de recherche.

* Au terme de la phase II, on constate que de nombreux chercheurs sont en mesure d'identifier et de formuler des propositions de recherche ayant une probabilité d'acceptation relativement plus élevée. On a ainsi relevé une baisse du taux de rejet des propositions de recherche et une hausse sensible de leur qualité. Alors qu'il y a quelques années, un investissement plus important était nécessaire pour définir clairement une problématique et les questions de recherche, les objectifs et l'approche méthodologique s'y rattachant.

* Maîtrise accrue de l'instrumentation employée dans l'analyse économique que ce soit l'outil informatique, les méthodes économétriques ou les outils aujourd'hui courants que sont le traitement de textes ou l'utilisation de tableurs et autres logiciels.

* L'existence du RPI, la mise en place des assemblées bi-annuelles et le contrôle systématique par les pairs ont exercé une forte pression à produire des recherches de qualité dans les délais impartis.

✓ En somme, contrairement à la situation prévalant en 1989, le RPI est formé de chercheurs y ayant fait leur début dans le domaine de la recherche et voyant mal leur carrière sans un programme de recherche soutenu. Ceci contraste avec la pratique dans la région qui donne encore une priorité aux aspects pédagogiques. Les responsables des institutions sont en général satisfaits de la performance des enseignants membres du RPI. Il en est de même de ceux ayant rédigé des thèses pendant qu'ils étaient liés au RPI. Ces derniers donnent également satisfaction en ce qui concerne l'utilisation de références récentes, la manipulation d'instruments d'analyse modernes. En général, les professeurs seniors interrogés n'estiment pas les sujets mal ciblés.

Conscient de la double préoccupation de lire l'essentiel des publications dans la discipline et de travailler dans la langue que les chercheurs maîtrisent le mieux, la réduction de l'isolement et l'intégration à la communauté internationale, a impliqué trois volets:

- a. Lutte contre la frustration par le renforcement des connaissances théoriques et analytiques.
- b. Lutte contre la marginalisation linguistique par des formations et stages en milieu anglo saxon et/ou de langue anglaise.
- c. Liberté d'exprimer des opinions scientifiques par l'opportunité de travailler en français et d'utiliser la littérature aussi bien française qu'anglaise.

2 - Faiblesses du Réseau

Compte tenu des conditions initiales relatives à la formation et à l'environnement de recherche dans la région, des choix ont dû être faits au niveau de la thématique et de la méthodologie de recherche. L'objectif avoué du RPI étant de favoriser l'émergence d'un noyau de chercheurs susceptibles d'exercer un contrôle rigoureux de la qualité des recherches, de se critiquer et de s'évaluer mutuellement, des choix thématiques et méthodologiques ont dû être faits. Dans la première phase, il a fallu limiter l'activité du RPI à un nombre réduit de thèmes et à une méthodologie commune permettant la communication entre les membres du RPI. Avec l'expérience ainsi acquise, il a été possible de diversifier la recherche au cours de la seconde phase, aussi bien en termes thématiques que méthodologiques.

Au cours de la première phase, l'effort du RPI a consisté à inculquer une nouvelle culture de recherche à des économistes dont la formation francophone était axée sur l'économie générale plutôt que sur la maîtrise de l'analyse économique. La situation des économistes francophones, contrairement à celle des anglophones qui avaient une tradition, établie depuis longtemps et accordant une grande importance à l'analyse économique, constituait donc une contrainte supplémentaire pour le RPI. Cette situation a exigé un effort plus soutenu de la part du RPI, comparativement à d'autres institutions anglophones évoluant dans un environnement nettement différent. Le premier échantillon de chercheurs avait des connaissances d'analyse quantitative pratiquement nulles. Les premiers ateliers du RPI ont alors porté sur la vulgarisation de l'environnement DOS. Ce choix s'imposait afin de créer de vraies capacités de recherche. Cette option a malheureusement laissé des impressions qui limitent l'expansion du RPI.

Depuis le début de la seconde phase, le RPI a évolué en donnant délibérément la priorité à l'objectif de la formation/recherche, la part réservée au débat de politique économique étant restée relativement faible.

Les travaux engagés par certains chercheurs étaient souvent considérés plus comme des exercices d'application d'outils et de méthodologies mis à leur disposition que comme de véritables réponses à des questions économiques. Certains travaux étaient perçus comme des opportunités d'apprentissage de nouvelles approches et instrumentations d'analyse.

La lente maturation de plusieurs chercheurs a ainsi été obtenue par le biais d'une concentration thématique et méthodologique de leurs activités de recherche. Cette lente incubation était nécessaire pour une bonne initiation à la recherche économique moderne. L'accent était mis sur l'instrument d'analyse, conformément aux options retenues, mais au détriment des débats de politique économique. Ce qui aurait laissé croire, au début de la vie du RPI, que l'instrument était privilégié par rapport à l'analyse. Cette tendance a été largement corrigée en seconde phase; toutefois, des efforts sont encore requis pour mettre l'instrument au service de l'analyse économique.

Bien que l'appui technique apporté par le Secrétariat et le CREFA ait été assez diversifié et porté sur un vaste éventail d'éléments (recueils de lectures, circulation d'articles de base, fiches techniques, logiciels...) certains chercheurs ont privilégié le recours au contenu des "fiches techniques", ce qui a limité leur imagination et a, parfois, rendu leur travail plus mécanique. Une réorientation vers la formule des "surveys thématiques" pourra, entre autres, corriger cette tendance dans la mesure où elle incitera les chercheurs à consulter les documents et à faire des choix appropriés en relation avec leurs problématiques. Ceci dépendra cependant de la population cible du RPI en troisième phase.

L'exploitation des résultats des travaux du RPI par les centres de décision de politique économique a été faible. Le RPI n'a pas associé suffisamment ces centres dans le cadre de séminaires de diffusion et de débats sur les conclusions des recherches conduites dans son cadre. Ceci se justifiait par la préoccupation, surtout en première phase, de donner d'abord une culture de recherche aux participants.

La faiblesse au niveau de la publication/diffusion a déjà été développée plus haut. Le programme de publication a démarré avec retard, ce qui fait que les performances sur ce point sont faibles. Le RPI n'a pas non plus, à ce jour, organisé ou collaboré à l'organisation d'une conférence à l'intention du grand public. Des efforts ont été faits par des chercheurs individuellement pour participer et présenter des travaux issus des recherches du RPI. Les tendances actuelles, si elles sont doublées d'une politique volontariste du RPI, annoncent des progrès dans ce domaine. Par exemple, si à la deuxième conférence sur les principaux problèmes économiques africains d'Arusha (octobre 1994), une seule présentation émanait du programme de recherche du RPI, six (6) présentations à la troisième conférence de Cotonou (octobre 1996 reportée à janvier 1997), seront issues du programme de recherche du RPI. Il convient de remarquer que ces présentations sont dans des domaines divers et sont la matérialisation de l'institution progressive d'une culture de recherche moderne en sciences économiques. Sans nul doute, le RPI sera le programme ayant permis la plus grande présence francophone dans ce forum continental.

Il convient de signaler, que ce soit les travaux ayant fait l'objet de publications dans des revues internationales ou présentées à des conférences, que des efforts substantiels ont été déployés par les chercheurs concernés et les membres du CS, sollicités directement ou à travers le Secrétariat, pour franchir le pas entre le rapport final et un projet d'article. Une telle sollicitation continue heureusement, il reviendra au RPI de mettre en place des mécanismes pour rendre cela plus systématique.

Tout cela permettra la présence du RPI et de ses résultats sur la scène africaine et internationale et accroîtra sa visibilité. Les mécanismes dans ce sens sont nombreux et incluent: l'organisation des séminaires sur les processus de publication, la systématisation d'incitations à publier dans des forums de haut niveau, l'organisation régulière de forums à l'intention de la société civile, une large diffusion des documents de travail et des documents spéciaux, de même que des résumés accessibles au grand public des conclusions des rapports. Sur ce point, l'on pourrait améliorer la pratique actuelle du bulletin d'information "Réseau Info" qui reprend les résumés des conclusions des travaux récemment achevés; l'on pourrait aussi opter pour une formule de résumés séparés pour chaque rapport.

Comparativement à des institutions similaires, les coûts de la recherche au RPI sont faibles. Toutefois, plusieurs membres du RPI considèrent qu'il n'offre pas des avantages matériels et pécuniaires susceptibles d'être obtenus pour des activités de même nature dans des institutions différentes. Ce reproche est justifié quand on se limite aux seules subventions directes (budget de recherche, loyers et conditions matérielles d'organisation des rencontres du RPI). Les écarts d'incitation sont cependant réduits, et peut-être renversés, si on considère d'autres services rendus aux chercheurs (acquisition d'équipements, appui bibliographique, octroi de logiciels, suivi rapproché des chercheurs...).

En résumé, les performances obtenues par les chercheurs individuels suggèrent, qu'en capitalisant sur les acquis avec une politique bien conçue et une identification de la population cible des chercheurs, le RPI est capable, en quelques années, de réduire, de

manière significative, l'écart sur la scène continentale entre les économistes francophones et anglophones.

II - STRATEGIE POUR LA PHASE III

La stratégie vise à capitaliser sur les forces identifiées ci-dessus et à les corriger, dans la mesure du possible. Des principes de base sous-tendant cette stratégie sont énoncées dans un premier temps.

1 - Principes généraux

La stratégie est basée sur quatre principes.

a - Nécessité de continuer à appuyer la recherche économique en Afrique francophone à une échelle régionale dans un cadre qui n'est pas soumis à la lourdeur bureaucratique et aux inconvénients de la hiérarchie administrative :

- L'apprentissage de recherche moderne rencontre des difficultés spécifiques à l'Afrique francophone.

* Très faible nombre d'économistes formés dans les sciences économiques modernes;

* Influence excessive d'un petit nombre de professeurs ayant bénéficié, depuis longtemps, de situations de rente;

* La formation des économistes francophones a souffert des retards accusés notamment dans le domaine de l'économie du développement où la plupart des étudiants africains ont fait leurs études et leurs travaux de recherche;

* La négligence persistante de la langue anglaise, ce qui constitue aujourd'hui un handicap très sérieux pour l'économiste francophone;

- Un cadre régional de recherche est nécessaire:

La recherche dans la région a besoin d'un appui à deux niveaux : un renforcement de l'infrastructure de recherche dans les institutions nationales et un appui direct à la recherche individuelle. L'expérience montre que l'efficacité de la recherche est nettement améliorée dans un cadre en relation directe avec les équipes de recherche. Les facteurs de succès de cette expérience sont nombreux.

* Chaque institution, prise séparément à une échelle nationale, n'a pas atteint une masse critique de chercheurs lui permettant de développer significativement la recherche à l'échelle locale. L'appui direct aux institutions nationales est nécessaire mais ne doit pas remplacer, du moins pour quelques années encore, un appui à une échelle régionale.

* L'établissement de liens entre centres de recherche et le "networking" ne doit pas être conçu comme une solution de rechange au cadre régional pour les raisons suivantes :

- . les centres existent dans peu de pays de la région;
- . un problème majeur, rencontré dans les institutions nationales, est relatif à la lourdeur administrative qui représente une grande entrave à la recherche. Un cadre régional à structure peu bureaucratique comme le RPI permet d'éviter les blocages administratifs et favoriser l'émergence d'un corpus de chercheurs chevronnés en Afrique francophone;
- . La formule d'identification des compétences et potentialités sur une base individuelle est le meilleur garant de l'efficacité du système.

* Les chercheurs, dans une institution telle que le RPI, ne représentent pas leurs institutions mais eux-mêmes et doivent défendre leur appartenance au RPI sur la base de leurs propres compétences. Cette appartenance n'est viable que dans la mesure où les chercheurs font preuve de dynamisme et d'aptitude à la conduite de projets de recherche.

b - Synergie entre recherche et formation

Les besoins de formation sont étroitement liés au niveau des chercheurs et peuvent, en fait, se limiter à une formation d'appoint, remédier à un handicap structurel, ou encore traduire la nécessité d'un recyclage.

- Besoin de formation ponctuelle

Le RPI compte plusieurs jeunes chercheurs n'ayant pas encore maîtrisé les outils de recherche et présentant des lacunes à combler en matière d'initiation à la recherche. A mesure qu'ils avancent dans leurs travaux, ils ressentent le besoin d'approfondir les outils d'analyse. Quand ces besoins commencent à concerner une masse critique, le RPI devra réagir en organisant des ateliers ponctuels visant à répondre à ces besoins (ateliers d'économétrie appliquée, initiation aux logiciels de calcul, journées de formation...). Cela a besoin d'être fait dans un cadre où il y a interaction entre avancement de la recherche et les besoins de formation. La formation n'est pas le produit d'une diversification des activités du RPI mais est née d'une nécessité ressentie et exprimée par les chercheurs pour consolider la qualité de leur recherche.

Le RPI n'est pas le seul à tirer profit de ce genre de synergie, d'autres activités, notamment l'enseignement, en ont bénéficié.

- Comblent les lacunes structurelles

La recherche a besoin d'être accompagnée de connaissances théoriques solides et d'une maîtrise de l'informatique. Au démarrage du RPI, une faiblesse structurelle était observée dans la formation économique des chercheurs, caractérisée par une prépondérance de l'idéologie par rapport à la théorie économique. Le RPI s'est senti obligé de corriger ces faiblesses par l'adoption d'un programme de formation en théorie économique et méthodes quantitatives. Parallèlement, le PTCI se mettait en place, les lauréats de ce programme qui constituent un pool dans lequel le RPI pourra puiser, seront probablement suffisamment outillés pour que cette composante de la formation du RPI prenne de moins en moins d'importance.

- Besoin de recyclage

Par ailleurs, les instruments d'analyse évoluent et le RPI devra suivre leur évolution, parallèlement à la diversification de son programme de recherche et concevoir des modules

ponctuels en relation avec les développements en matière de théorie économique. Compte tenu du rattrapage observé en Afrique, le RPI devra recentrer son activité de formation sur des modules fournissant aux chercheurs l'opportunité de se familiariser avec les nouvelles techniques d'investigation économique.

En conclusion, la stratégie en la matière devra :

- i) **réduire la part de la formation théorique de longue durée; et**
- ii) **ne pas supprimer la formation ponctuelle qui sert soit à répondre aux besoins réels des chercheurs soit à suivre les progrès récents en économie.**

c - Nécessité de prendre en compte l'hétérogénéité de niveau et de motivations des chercheurs de la région.

Deux catégories de chercheurs appartiennent au RPI :

- des chercheurs qui intègrent le RPI sans aucune expérience dans le domaine de la recherche économique et qui font leur apprentissage au sein du RPI; ou qui, tout en n'ayant pas atteint le niveau avancé, continuent à postuler et soumettre des projets. Si le champ des activités doit couvrir cette catégorie, il est très important que l'approche en termes de formation/recherche soit maintenue, sous réserve d'une modification du contenu de cette formation et un accent particulier sur la formation ponctuelle répondant aux besoins de la recherche.

- des chercheurs ayant acquis une certaine expérience au sein du RPI ou l'intégrant avec des compétences dans le domaine de la recherche. Les travaux émanant de cette catégorie devraient être d'un niveau suffisamment avancé et d'une grande pertinence pour la politique économique, pouvant nourrir des débats avec les centres de décision. L'interaction de ces chercheurs avec ceux de la première catégorie contribuera au renforcement des capacités de recherche.

d - Nécessité d'un mécanisme d'évaluation/validation de la recherche

La promotion de la recherche doit se faire sur la base de la critique mutuelle à travers un processus d'évaluation par les pairs et autres compétences dans des domaines spécifiques et agissant au sein d'un organe permanent qui constitue une incitation importante à la bonne qualité des produits de la recherche.

Le processus mis en place par le RPI, malgré quelques insuffisances, a montré que le principe d'évaluation des pairs donne des résultats probants. Dans les conditions actuelles d'encadrement de la recherche dans la région, il y a lieu de bâtir sur l'expérience du RPI, acquise au cours de huit années d'existence.

2 - Orientations stratégiques de la phase III

a - Mission du Réseau

La mission du RPI est de développer les capacités d'une analyse économique rigoureuse, pertinente et crédible. Cette mission implique la poursuite de la stratégie de capacity building; la réalisation de travaux de recherche ayant trait directement à la politique économique et susceptible d'éclairer les décisions de politique économique. Celle-ci doit être de nature à induire

des effets externes positifs sur la qualité de la formation du capital humain dans les universités et centres de recherche africains. Tous ces objectifs peuvent combler des déficits particulièrement importants dans la région.

b - Thématique

Une question stratégique portera sur le choix entre l'approche thématique dans laquelle chaque postulant prépare son projet et subit le processus actuel d'évaluation. L'alternative serait que les chercheurs soient invités à contribuer dans un programme de recherche plus cohérent, du type des projets collaboratifs. Il y a certes des avantages et inconvénients. L'avantage de la première option est que l'individu travaille dans les thèmes qui l'intéressent où il fait un effort d'approfondissement théorique et méthodologique. L'inconvénient majeur est qu'il est plus difficile de faire un programme ayant un impact sur la société civile avec cette modalité. La deuxième formule a l'avantage que les chercheurs travaillent sur un programme cohérent mais conçu par un autre. Le RPI peut bien accroître sa visibilité par cette modalité et en peu de temps, l'inconvénient est de ne pas stimuler la créativité des chercheurs qui risquent de servir comme des consultants chargés de répondre à une liste de questions préparées par un tiers suivant une méthodologie décidée par les concepteurs du projet. Cette option se situe davantage dans le domaine de l'utilisation plutôt que de renforcement des capacités. Elle intéresse donc un univers bien cible. Le choix entre ces modalités revient aussi à un choix sur le champ du RPI et donc sur la population cible de chercheurs.

Une question à laquelle il faudra répondre concerne le champ que le RPI veut couvrir, si un espace doit être abandonné, quelle modalité pourrait permettre de créer et renforcer les capacités de manière durable en Afrique francophone.

Sur le choix thématique, la principale question concerne la pertinence thématique générale de l'industrialisation. Celle-ci couvre une multitude de thèmes pour permettre un choix assez large aux chercheurs et un vaste éventail de questions de recherche faisant intervenir, entre autres, la politique commerciale, le fonctionnement des institutions, l'économie industrielle, le système des incitations à l'investissement et aux exportations, le système financier, les infrastructures et le capital humain. En fait, la gamme de recherche est suffisamment large pour laisser une grande marge de manœuvre aux chercheurs.

Il y a une nécessité de réorienter l'activité du RPI et l'axer sur la recherche pertinente plutôt que sur les outils de recherche. Il est essentiel de privilégier la définition des problématiques et les questions de recherche par rapport à l'utilisation des instruments d'analyse. Il faudra centrer les projets de recherche sur la problématique et l'analyse économique débouchant sur des recommandations de politique économique. L'identification de la problématique devra constituer la toile de fond des activités du RPI.

Il faudra également envoyer des signaux clairs aux chercheurs pour qu'ils consacrent plus de temps à l'analyse, l'interprétation, la synthèse et les recommandations de politique économique qu'aux aspects purement techniques. Il est primordial pour cela d'éviter que l'attention des chercheurs ne se polarise sur l'outil d'analyse au profit d'un plus grand effort au niveau des aspects d'analyse économique. L'action devra être plus particulièrement ciblée sur la seconde catégorie de chercheurs identifiés ci-dessus.

Pour cette population cible, des projets collaboratifs pourront être facilement conçus et exécutés. Ces projets concerneront les chercheurs relativement plus avancés. L'idée est de

travailler sur un thème et une méthodologie communs, faire des analyses comparatives entre pays et régions et donner lieu à des publications communes. Ces projets peuvent prendre plusieurs modalités :

- * entre les chercheurs de plusieurs pays sur un thème donné et une approche commune;
- * entre les chercheurs et les personnes ressources du RPI; et
- * entre les chercheurs et d'autres institutions de recherche économique.

Cette option offre les avantages et inconvénients présentés ci-dessus.

c - Formation/recherche

Étant donné la synergie entre la recherche et la formation, il y a lieu de :

- maintenir les journées de formation et les ateliers méthodologiques qui constituent des occasions de rappeler les récents développements méthodologiques et la mise en oeuvre de nouveaux instruments d'analyse;
- continuer à donner, pour encore quelque temps, de l'importance à la formation de longue durée, et en réduire graduellement l'ampleur au fur et à mesure que la formation théorique progresse dans les institutions africaines. Cette composante pourra être remplacée par des missions de recherche auprès de centres de recherche africains ou non africains.
- les lacunes persistantes en matière de théorie économique nécessiteront la mise à la disposition des chercheurs d'une documentation de base.
- encourager la participation des membres du RPI à des ateliers organisés par d'autres institutions de recherche.

Il s'agit, en somme, de continuer la formation, en la réorientant davantage. Elle portera en priorité sur les mises à niveau sur des développements récents. Pour la première catégorie, pour qui les capacités doivent être créées, il faudra dégager des ressources pour leur formation auprès des institutions régionales ou internationales.

d - Publication et diffusion

L'utilisation des résultats de recherche doit prendre une place grandissante. On continuera la publication des rapports de recherche sous forme de Documents de Travail et de Documents Spéciaux. Parallèlement, des efforts seront faits sur les points suivants:

1. ateliers de formation à la publication;
2. prospection des conférences;
3. organisation de sessions sur les économies de l'Afrique francophone aux forums internationaux: réunions des économistes francophones, réunions sur les problèmes africains;
4. publication de numéros spéciaux portant sur la recherche du RPI;

5. organisation de journées conceptuelles avec publication des résultats sous forme d'actes de colloque²;
6. organisation conjointe de réunions sur un thème donné ou à l'issue de projets co-réalisés.

e - Autres thèmes

Le choix thématique, même doublé de la formule de projets collaboratifs, ne saurait satisfaire les besoins de toute la communauté. Il est évident que chercher à satisfaire tous ces besoins créera des conflits et minera davantage les performances. Dans son mandat de faciliter l'émergence d'un corpus d'économistes francophones, il sera nécessaire que le RPI collabore avec toutes les initiatives permettant d'atteindre un tel objectif. Ces initiatives incluent aussi bien les institutions nationales que les autres réseaux de recherche.

Avec les institutions nationales, le RPI se doit de collaborer dans le renforcement des capacités lors de l'organisation des ateliers de recyclage et l'organisation de conférences. Le RPI, de par sa couverture et ses relations privilégiées avec les centres de recherche hors de la région, peut jouer un rôle de leadership dans l'identification des domaines de mise à niveau des chercheurs de la région, de même que les animateurs de ces ateliers.

Le RPI occupe également une position privilégiée pour assurer l'insertion progressive des francophones dans la communauté des chercheurs du AERC. Les rapports dans ce domaine devront porter sur trois points:

1. assurer que les instruments méthodologiques mis à la disposition des chercheurs anglophones le soient aux francophones travaillant dans le cadre du RPI;
2. collaborer dans les projets pan-africains et assurer que les préoccupations francophones soient prises en compte;
3. collaborer à l'organisation de séminaires à l'intention des décideurs.

Cette formule ne doit pas exiger que les francophones passent par le RPI. Bien au contraire, il faudra conseiller une entrée sur bases identiques dans les projets de AERC. Le contraire pourrait présenter les francophones comme des "inférieurs", ce qui peut augmenter la frustration. Cela pourrait avoir également des effets négatifs sur AERC avec répercussion sur la communauté francophone; l'objectif n'est-il pas d'assurer la présence africaine sur la scène internationale sans les francophones ?

III - STRUCTURES DU RÉSEAU

1 - Les organes

Pour mettre en oeuvre la stratégie proposée et réaliser les objectifs du RPI, le dispositif suivant sera nécessaire :

Une telle initiative est en train d'être expérimentée dans le cadre de l'AG de juin 1997 qui portera sur la compétitivité des économies africaines. Il y aura des présentations des chercheurs du RPI, des membres du CS et du corps des PRs. Des tentatives sont en cours en vue d'associer d'autres compétences non associées au Réseau.

- les structures du RPI doivent être localisées en Afrique francophone afin de faciliter la supervision et les contacts avec les chercheurs et les décideurs de politique économique.
- un Secrétariat doté de moyens matériels et humains suffisants pour mettre en oeuvre la stratégie et mener à bien son mandat. Une fois son mandat défini, le Secrétariat doit avoir suffisamment d'autonomie pour réagir rapidement et efficacement aux différents partenaires. Il va de soi que le Secrétariat rende compte de sa gestion auprès des bailleurs de fonds.
- un Comité Scientifique spécifique au RPI, dont la mission sera de suivre de très près et de manière permanente la conception, la mise en oeuvre du programme scientifique et l'avancement des projets de recherche.
- un appui scientifique institutionnel dont l'expérience a été bénéfique. En raison cependant de la diversification de la recherche, il y a lieu d'envisager le recours à plus d'une institution.
- un Conseil d'Administration.

2 - Relations du RPI avec les autres partenaires

a) Statu quo juridique du RPI

Le maintien du statu quo dans ce domaine présente les avantages suivants :

- * la question du statut juridique du RPI ne se pose pas dans la mesure où il possède le même statut que le CODESRIA.
- * l'infrastructure technique et administrative du CODESRIA est mise au service du RPI (comptabilité, photocopie, publication, gestion administrative).

En revanche, la formule présente des inconvénients :

- * une certaine inefficacité administrative et la lourdeur des processus en place se traduisent par un manque de mobilisation du CODESRIA pour la réalisation de certaines activités du RPI (notamment au moment de l'organisation des assemblées générales);
- * des effets externes négatifs sont susceptibles d'altérer l'image du RPI dans ses relations avec l'extérieur (bailleurs de fonds...)
- * le RPI ne possède pas de nom, contrairement à une institution comme le CREA, ce qui n'est pas de nature à lui forger une personnalité spécifique.

Quels que soient la formule qui sera retenue à ce niveau et les aménagements à introduire pour améliorer l'efficacité du CODESRIA, il est primordial que le RPI continue à bénéficier d'une grande autonomie d'action pour réaliser ses programmes. Une option alternative serait de continuer à jouir du statut juridique du CODESRIA tout en cherchant à négocier la qualité des services rendus au RPI.

b) Option SISERA

SISERA est une structure d'encadrement des centres nationaux de recherche et de programmes tels que le RPI et le PTCI dans lequel les bailleurs centralisent leurs ressources et où les institutions nationales de recherche iraient solliciter le financement de leurs activités. Il serait constitué d'un conseil d'administration (Board of Donors), d'un comité technique (Technical Advisory Committee) et d'un Secrétariat chargé de la gestion courante. Dans ce cadre, le RPI sera considéré comme un programme spécial au même titre que le PTCI.

Cette initiative présente un avantage certain pour RPI qui aura ainsi la possibilité de concentrer ses efforts sur les aspects scientifiques et laisser la prospection des fonds au SISERA.

L'inconvénient majeur de cette formule est qu'elle n'est pas explicite sur les mécanismes d'évaluation de la recherche qui font la force des institutions de la nature de RPI.

Le projet SISERA accorde une très grande importance à l'appui institutionnel plutôt qu'à la recherche directe individuelle, ce qui, par le passé, n'a pas donné de bons résultats. Ce déséquilibre devrait être corrigé en accordant à la recherche individuelle la place qu'elle mérite.

Si cette initiative devait être mise en oeuvre sous sa forme actuelle, il serait nécessaire de maintenir tous les processus d'évaluation scientifique et les structures administratives actuelles (CS, Secrétariat) pour que le RPI puisse exécuter son mandat.

c) Option d'un CA conjoint RPI/CREA

Cette formule consisterait en un pool de donateurs commun aux activités du RPI et du CREA. Elle présente les avantages suivants pour le RPI :

- * accès à un pool diversifié de donateurs;
- * accès à des moyens financiers plus importants;
- * effets externes positifs engendrés par l'institution d'une collaboration au niveau du programme de recherche, de formation, de partage d'instruments d'analyse, d'échanges d'expériences entre les chercheurs et les personnes ressources. Ces effets seront rendus possibles grâce notamment à la similitude des activités menées par le RPI et le CREA, en particulier l'appui à la recherche individuelle.

Cependant, si cette relation n'est pas bien établie et compte tenu de l'envergure des activités du CREA, de sa visibilité et de son expérience, le risque existe d'une domination susceptible de marginaliser davantage les chercheurs francophones et d'affaiblir la personnalité du RPI.

Si cette initiative devait être mise en oeuvre, il serait nécessaire d'assurer la localisation du Secrétariat du RPI en Afrique francophone et de continuer avec les structures scientifiques actuelles propres qui lui sont propres.

Chacune de ces deux options a des avantages et inconvénients pour le RPI. Les avantages de SISERA est le maintien de l'identité du RPI qui lui permettrait de répondre aux besoins

spécifiques de la communauté des chercheurs francophones, alors que la seconde formule présente l'avantage majeur que, les parties prenantes ayant des missions comparables, de nombreuses synergies pourraient se créer.

En résumé, la structure pour la phase III pourrait se présenter de la manière suivante:

Mandats :

1. Le RPI garde, à court terme, sa concentration sur l'Afrique francophone.
2. La priorité est mise sur le renforcement des capacités à travers la recherche appliquée aux problèmes économiques de la région.
3. La création des capacités de recherche est assurée à travers un programme de bourse impliquant des voyages auprès des centres de recherche performants Africains ou non, sous la direction du RPI.
4. Le RPI entre en partenariat avec d'autres initiatives en vue de faciliter la présence internationale des africains francophones

Mise en oeuvre :

1. Axer les activités de recherche du RPI sur les chercheurs du second groupe. C'est du renforcement et non la création des capacités.
2. Identifier les jeunes chercheurs potentiels et les mettre en stage. L'identification et le suivi devront se faire par les structures scientifiques du RPI.
3. La formule de journée conceptuelle sera étendue à deux jours et systématique sur une base annuelle, soit une assemblée sur deux. Ceci sera l'occasion de mener une réflexion sur un thème de politique économique donné et ouverte au grand public. L'organisation scientifique de ces journées sera assurée par le Secrétariat assisté d'une personne sélectionnée par le CS. Le mandat pour cette activité devra prévoir l'édition d'un ouvrage. Elle pourra être financée par le "core funds" du RPI mais éventuellement par des financements d'appoint.